

ANNEXES DOCUMENTAIRES ET BIBLIOGRAPHIQUES

Les orientations bibliographiques présentées ici sont complémentaires des ouvrages cités tout au long des chapitres. Nous avons parfois rappelé dans cette annexe certains titres qui nous paraissaient importants, mais, en règle générale, il s'agit dans les différentes bibliographies d'ouvrages qui ne sont pas cités dans le corps du texte. Beaucoup de ces ouvrages sont anciens. Ils ont trait aux chapitres de la seconde partie ou à celui relatif à la problématique de l'identité arabe (chapitre 4), que nous n'avons pas voulu alourdir de trop de références pour laisser le récit se dérouler librement. Dans la mesure où beaucoup de ces ouvrages se sont plus connus ou même cités dans les ouvrages récents sur le Proche-Orient et n'ont pas été réédités, nous avons estimé utile de les maintenir dans cette bibliographie. Il est important, en effet, de connaître comment les événements ont été analysés et perçus à leur époque. De plus, pour certains d'entre eux, ils présentent l'intérêt d'avoir été écrits à une époque où le prisme de l'anthropologie religieuse n'avait pas encore envahi les études sur le Proche ou le Moyen-Orient.

Il ne s'agit évidemment pas d'une bibliographie exhaustive, mais d'une cartographie sommaire permettant au lecteur de se familiariser avec les principaux thèmes qui ont inspiré les ouvrages les plus connus sur la région et les pays qui la composent. Nous avons mentionné un certain nombre d'ouvrages en arabe qui pourront être utiles au lecteur arabophone et dont l'évocation permet au lecteur non arabophone de se rendre mieux compte de la vivacité des débats politiques, philosophiques et religieux dans le monde arabe, ainsi que de la réflexion qui se fait, parfois de façon très saine, hors de la grille de lecture traditionnelle.

I

**Typologie
des groupes ethniques
et des communautés religieuses
dans le monde arabe**

GROUPES ETHNIQUES

Les deux principaux groupes ethniques sont les Kurdes principalement en Irak et en Syrie, et les Berbères en Afrique du Nord. Souvent proches des populations de souche arabe par les structures tribales et familiales, certains groupes à l'intérieur de ces minorités sont « arabisés », c'est-à-dire qu'ils ont abandonné leur langue pour adopter la langue arabe, tout en conservant une conscience distincte de leur identité. Kurdes et Berbères sont en règle générale de confession islamique relevant de l'orthodoxie sunnite. Il existe cependant quelques Berbères musulmans, mais d'allégeance non sunnite, les mozabites d'Algérie. De même on compte en Irak des tribus kurdes chrétiennes ou chiites. Dans la Péninsule arabique, il existe des minorités de souche iranienne, notamment à Koweït et à Bahreïn ; ces dernières sont le plus souvent chiites.

Il faut signaler qu'il reste dans la plupart des pays arabes de nombreuses familles d'origine turque, circassienne, albanaise, européenne dont l'origine remonte aux Croisades. En Irak, il existe une minorité turcomane assez importante puisqu'elle compte environ un demi-million de membres.

*Communautés religieuses*¹

¹ Aucune précision n'existe pour ce qui est du recensement du nombre des adhérents des différentes communautés; lorsqu'ils existent, les chiffres sont le plus souvent contestés avec

Communautés non islamiques

Les communautés religieuses non islamiques se trouvent aussi dans les deux parties du monde arabe, le Machrek et le Maghreb. Les minorités chrétiennes n'existent cependant qu'en Égypte et dans la zone du Proche et du Moyen-Orient (Irak, Syrie, Liban, Palestine). Elles sont presque toutes entièrement arabisées au niveau de la langue et de la culture. Il s'agit des coptes en Égypte (7 à 8 % de la population), des différentes communautés chrétiennes relevant des Églises orientales dans les autres pays (8 à 10 % en Syrie, 45 à 50 % au Liban, 9 % en Palestine, 3 % en Irak). C'est en Irak que l'on trouve encore quelques communautés chrétiennes non arabisées ou partiellement arabisées, les Assyriens qui parlent le syriaque. En Syrie, trois villages près de Damas, où l'on parle encore araméen, constituent plus une curiosité touristique qu'un phénomène ethnique.

Il faut aussi signaler l'existence de petites communautés arméniennes dans ces mêmes pays. Il s'agit dans ce cas de communautés à la fois ethniques et religieuses, mais leur coexistence avec les autres groupes n'a jamais posé de problèmes.

Les communautés juives autrefois très importantes, surtout en Afrique du Nord, en Irak, au Yémen et en Égypte où leur existence remontait à l'époque préislamique, ont beaucoup diminué depuis la création de l'État d'Israël. Le déracinement des communautés juives d'Algérie remonte au décret Crémieux qui en 1870 a offert la possibilité aux juifs d'accéder à la citoyenneté française. Le mouvement sioniste mit par la suite en œuvre tous les moyens de pression possibles, y compris la simulation d'attentats terroristes dans les pays arabes à forte minorité juive, pour déclencher un mouvement d'émigration massive en Palestine après 1948, date de la création de l'État d'Israël. Il y a réussi totalement pour ce qui concerne l'Irak et le Yémen où dès 1948-1949 les juifs

passion par les uns et les autres. Ceux qui sont avancés ici sont des estimations

sont partis en masse pour Israël. Il n'y a réussi que partiellement pour le Maroc et la Tunisie où vivent encore des juifs en nombre relativement important (environ 30 000 au Maroc et 20 000 en Tunisie). La communauté juive d'Égypte dut partir en 1956 lors de la triple invasion israélienne, française et anglaise, en même temps que les membres des colonies française et anglaise résidant en Égypte ; beaucoup d'Égyptiens de confession israélite avaient d'ailleurs acquis des nationalités européennes du temps de la colonisation. Fait remarquable, le mouvement sioniste a pu jusqu'en 1948 œuvrer en toute liberté en Égypte, y faire de la propagande et y amasser des fonds. Du fait de cette émigration, Israël soutient souvent qu'entre elle et les pays arabes il y a eu échange de population : les Palestiniens aux Arabes contre les juifs à Israël.

Communautés islamiques non sunnites

Tout autre est le problème de l'existence de communautés religieuses islamiques à l'intérieur du monde arabe et n'appartenant pas au rameau sunnite dominant. Il est en effet toujours plus facile d'accepter l'existence d'une différence hors de son propre groupe d'origine qu'à l'intérieur. C'est pourquoi schismes et hérésies sont combattus souvent avec plus de férocité et d'âpreté que des religions rivales. L'Islam fait d'autant moins exception à cette règle qu'héritier du césaro-papisme byzantin au Proche-Orient et du mazdéisme d'État de la Perse sassanide, il a été le seul dénominateur commun des populations si diverses qu'il a rassemblées sous son emblème. L'attachement au sunnisme orthodoxe fut toujours un puissant moyen pour les détenteurs du pouvoir impérial de lutter contre les forces centrifuges des différentes populations, comme l'avait été autrefois avant l'Islam le dogme byzantin. Avec l'Islam, les particularismes s'exprimeront par l'émergence de diverses conceptions religieuses dont les principales tournent autour du rôle d'Ali, gendre du Prophète, dernier des quatre califes dits « justes » ayant succédé à Mohammed, et de sa descendance directe ainsi que ses successeurs. Du temps

approximatives de « juste milieu », mais qui ne prétendent à aucune exactitude statistique.

du christianisme, les querelles christologiques, souvent violentes, avaient cristallisé les particularismes, donnant naissance à des Églises refusant la doctrine chalcédonienne sur la nature du Christ.

C'est le chiisme, dans ses deux principales variantes zāidite au Yémen et duodécimain en Irak et au Liban, qui représente la plus importante communauté d'islam non sunnite du monde arabe. Bien que les Lieux saints chiites soient situés en Irak à Najaf et Kerbala, le principal centre de population chiite est cependant hors du monde arabe, en Iran, mais on n'oubliera pas que les chiites iraniens ne sont pas arabes et que l'Iran n'a officiellement adopté le chiisme comme religion d'Etat que sous les Safévides au XVI^e siècle. Il existe aussi des communautés chiites sur la côte est de l'Arabie Saoudite et à Koweït, cependant qu'à Bahrein, la population chiite serait majoritaire.

Il faut de plus mentionner l'importante communauté ismaélienne (chiisme septimain), dont le chef spirituel est l'Agha Khan et dont les fidèles sont dispersés entre divers pays asiatiques, notamment le Pakistan et, dans le monde arabe, la Syrie.

Comme nous l'avons vu, le chiisme est violemment opposé au sunnisme sur la question de l'organisation du pouvoir en Islam, et entretient avec lui un contentieux historique profond. Il partage cependant avec l'orthodoxie le respect complet du texte coranique et de la plus grande partie de la loi islamique. En revanche, la doctrine chiite comporte la croyance eschatologique au retour d'un imam « caché », élément entièrement rejeté par le sunnisme. Malgré la rigoureuse restauration sunnite du XII^e siècle, le chiisme a pu se maintenir par la pratique de la « dissimulation », *batiniyya*, qui légitime une adhésion extérieure à la doctrine religieuse officielle tout en conservant de façon dissimulée les croyances spécifiques.

Il faut mentionner aussi le kharidjisme (appelé parfois ibadisme) qui réclame historiquement à la fois l'orthodoxie califale sunnite et la doctrine chiite ; il règne dans le sultanat d'Oman et chez les Mozabites en Algérie.

Le wahabisme qui prédomine en Arabie Saoudite et à Qatar ne saurait être assimilé à un Islam schismatique ; il s'agit d'une doctrine et d'une pratique fondamentalistes et rigoristes à l'extrême de l'Islam. L'adhésion de ces deux pays à la doctrine wahabite ne les empêche pas d'être souvent en très mauvaises relations.

D'autres sectes islamiques issues du chiisme sont en revanche nettement hétérodoxes. Il semble que la dureté des persécutions qu'elles ont subies les ait poussées vers un ésotérisme syncrétiste longtemps imperméable à toute connaissance par un non-initié. Il s'agit essentiellement des Nosairis en Syrie (appelés aujourd'hui Alaouites) et des Druzes en Syrie et au Liban. Les premiers représentent environ 9 à 10 % de la population en Syrie, les seconds 6 % de la population au Liban, environ 3 % en Syrie. On doit aussi signaler l'existence de Yézidis en Syrie que l'on dit adorateurs du « diable ». Ces sectes ont réussi à perdurer à travers les siècles parmi un nombre considérable d'autres, aujourd'hui disparues. Un ouvrage célèbre du XI^e siècle, *Le Livre des communautés et des sectes (Kitab Al Milal Wal Nihal)* de l'imam Abdel Kadir al Baghdadi, dénombre alors six tendances philosophico-religieuses, sources d'hérésies ayant engendré quarante-cinq sectes ².

Réfugiées dans des zones peu accessibles pour échapper à la persécution, ces sectes de l'Islam dans le monde arabe ont donc été non seulement politiquement mais aussi économiquement très défavorisées. C'est souvent aussi le cas des groupes ethniques ou de certaines communautés chrétiennes.

² A ne pas confondre avec un ouvrage encore plus célèbre d'Al Sharastani (1086-1153), *Al Milal Wal Nihal*, qui décrit aussi les diverses sectes juives et chrétiennes, ainsi que d'autres croyances difficilement classifiables, ici le sabéisme.

Leur « émancipation » se fait donc aujourd'hui dans la turbulence. Elle a été d'abord favorisée par la colonisation européenne avec des arrière-pensées évidentes de diviser pour mieux régner ; ensuite par les institutions de l'État moderne indépendant, notamment l'armée, l'école et la création de partis politiques.

Communautés arabes hors du monde arabe

Il faut aussi signaler l'existence de communautés arabes hors du monde arabe. Ainsi en Turquie dans la région d'Iskanderoun et d'Antioche qui fut une province syrienne jusqu'en 1938, date à laquelle la France, puissance mandataire, la cède à la Turquie pour prix de la neutralité de ce pays dans le conflit avec l'Allemagne nazie. Les cartes officielles de la République syrienne font encore passer le tracé de frontières avec la Turquie sur les lignes anciennes. Une bonne partie des Arabes de cette région, que la Turquie s'efforce de « turquifier », sont chrétiens, Antioche ayant été historiquement un des hauts lieux du christianisme oriental. En Iran, dans la région du Kouzistan (appelée aussi Arabistan) la minorité arabe, en majorité sunnite, compterait environ deux millions d'âmes. En Éthiopie, les populations érythréennes sont en majorité arabophones et musulmanes. En revanche, il faut mentionner qu'au Soudan une bonne partie de la population, celle des provinces du Sud, n'est ni arabophone ni musulmane. Des problèmes similaires se posent en Somalie et en Mauritanie ; on ne saurait cependant en traiter dans le cadre de cet ouvrage, consacré au Proche-Orient arabe.

ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES D'ENSEMBLE

Ouvrages généraux

Il existe peu d'ouvrages généraux sur les Arabes. Comme nous l'avons expliqué dans la première partie de l'ouvrage, la culture occidentale a les yeux fixés sur l'Islam et la civilisation islamique. C'est pourquoi la plupart des œuvres sont axées sur l'Islam, et accessoirement seulement sur les Arabes ; le plus souvent Islam et arabité sont mêlés de façon confuse, ce qui ne facilite guère une connaissance de type historique du Proche-Orient.

Un outil de référence accessible et de qualité est constitué par l'« Encyclopaedia Universalis ». La rubrique « Arabe » et les différentes rubriques se rapportant aux pays du Proche-Orient arabe peuvent apporter au lecteur non initié des informations claires et utiles. Bien que très sommaire, une petite encyclopédie EDMA, *Les Arabes*, Le Livre de poche, 1975, présente des données sur les différents pays, partis politiques et personnalités du monde arabe. Plus ancien, on verra H. et P. WILLEMART, *Dossier du Moyen-Orient arabe*, Marabout-Université, 1969.

Les amateurs d'ouvrages contenant de belles reproductions peuvent se reporter à l'étude célèbre de Gustave LEBON, *La Civilisation des Arabes* (1883), réimprimée par les éditions Le Sycomore. Ce travail reste cependant un modèle de confusion conceptuelle et parfois de préjugés racistes, malgré le désir de son auteur de présenter les Arabes sous un jour favorable.

Un autre bel ouvrage, abondamment illustré, est celui de Marc BERGE, *Les Arabes. Histoire et civilisation des Arabes et du monde musulman des origines à la chute du royaume de Grenade*, éditions Lidis, Paris, 1978. L'optique de l'auteur axée sur les Arabes est cependant quelque peu perdue dans une

approche arabo-islamique, comme l'indique d'ailleurs son sous-titre. Voir aussi Jean WOLF et Pierre HEIM, *Les Très Riches Heures de la civilisation arabe*, Cujas, 1972.

Un ouvrage, de lecture simple et claire, est sans conteste celui de Maxime RODINSON, *Les Arabes*, P.U.F., 1979 ; la bibliographie sommaire en fin de livre est cependant décevante ; on est étonné aussi que l'auteur, qui semble mettre en doute la valeur des concepts de civilisation ou de culture arabo-musulmane, conclue son ouvrage sur un exposé des thèses d'un universitaire tunisien, H. Djaït, qui a contribué à la vogue de l'étiquette « arabo-musulmane ».

Pour les amateurs d'impressionnisme poétique en matière d'anthropologie des Arabes, il faudra lire Jacques BERQUE, *Les Arabes d'hier et de demain*, Seuil, 1969 (2^e éd.) ; beaucoup plus pénétrant nous paraît du même auteur : *Langages arabes du présent*, Gallimard, 1974. Du même auteur aussi : *Les Arabes*, Actes Sud, 1997 (anciennement paru aux éditions Sindbad, Paris, 1973).

On dispose aussi en langue anglaise d'un ouvrage clair, précis, agréable à lire et qui individualise bien les Arabes par rapport aux autres peuples musulmans : Peter MANSFIELD, *The Arabs*, Penguin Books, Londres, 1980 (4^e éd.).

Pour les amateurs du concept arabo-islamique et de ce que peut être le problème des intellectuels arabes perdus entre l'Islam et l'Occident chrétien, il faut citer Hichem DJAIT, *La personnalité et le devenir arabo-islamiques*, Seuil, 1974.

Ouvrages historiques

Pour trouver une histoire générale des Arabes, englobant l'époque préislamique ainsi que l'époque islamique classique et les temps modernes, il faut puiser dans la littérature anglo-saxonne, bien qu'elle soit aussi très centrée sur l'Islam. On y trouve cependant au moins deux ouvrages de référence : Philip K. Hitti, *History of the Arabs*, Londres, 1970 (10^e éd.) ; du même auteur, professeur d'histoire d'origine libanaise, vivant aux États-Unis, on doit citer aussi : *Makers of Arab History*, Londres, 1968 ; ainsi que : *A Short History of the Near East*, New York, 1966. Le premier de ces ouvrages a été traduit aux éditions Payot (1950), mais n'est plus disponible. On rappellera en outre l'ouvrage de Albert Hourani, *Histoire des peuples arabes*, Seuil, 1993, cité au chapitre 1.

Il faut signaler aussi, en langue anglaise, un ouvrage clair, individualisant bien les Arabes par rapport à l'Islam : Bernard Lewis, *The Arabs in History*, Londres, 1958 (mauvaise traduction française sous le titre : *Les Arabes dans l'Histoire*, éditions de La Baconnière, Neuchâtel, Suisse, 1958; réédition chez Flammarion, 1996). Récemment, d'autres ouvrages de cet auteur, orientaliste anglo-saxon très influent, professeur à Princeton, ont été traduits en français, notamment, *Histoire du Moyen-Orient. Deux mille d'histoire; de la naissance du christianisme à nos jours*, Albin Michel, 1997; ainsi que *La formation du Moyen-Orient moderne*, Aubier, 1995, et *Comment l'Islam a découvert l'Europe*, La Découverte, 1984). Cet auteur, qui a débuté sa carrière comme spécialiste de l'Empire ottoman, a progressivement orienté ses travaux sur le Moyen-Orient vers une optique très favorable aux thèses israéliennes sur l'histoire de la région.

Sur l'histoire contemporaine des Arabes, on peut regretter que l'ouvrage classique de l'historien palestinien, Georges Antonius, *The Arab Awakening*, publié en 1946 et réédité chez Capricorn Books, n'ait pas donné lieu à une

traduction française. Le livre de Mahmoud HUSSEIN (pseudonyme de deux intellectuels égyptiens d'extrême gauche vivant à Paris), *Les Arabes au présent*, Seuil, 1974, est un essai léger centré sur la guerre d'octobre 1973, sans recul historique possible. Sur la période de l'entre-deux Guerres mondiales, on dispose d'un ouvrage très éclairant J. THOBIE, *Ali et les 40 voleurs — impérialismes et Moyen-Orient de 1914 à nos jours*, éditions Messidor, 1985; on rappellera aussi Henri LAURENS, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1789 à 1945*, Armand Colin, 1993 et, du même auteur, *Le Grand Jeu, Orient arabe et rivalités internationales*, Armand Colin, 1991.

En dehors des ces quelques ouvrages, on se trouve en fait, là aussi, devant une absence navrante d'ouvrages historiques généraux. Par contre existent des ouvrages portant sur chacun des principaux pays du Proche-Orient arabe ; ils seront signalés ci-dessous dans la bibliographie par pays. Les travaux ou essais ayant trait de façon spécifique aux problèmes de l'identité arabe contemporaine seront évoqués ci-dessous, à la rubrique 4 ci-dessous sur la problématique de l'identité arabe. Mentionnons pour terminer l'existence dans la collection « Que sais-je ? » d'un petit précis historique : Dominique SOURDEL, *Histoire des Arabes*, P.U.F., 1976 (réimpression 1991).

En langue anglaise, on pourra se reporter à *The Modern Middle East*, sous la direction de Albert HOURANI, Philip S. KHOURY et Mary WILSON, I.B. Tauris & C° Ltd, Londres, 1993, ainsi que *Readings in Arab Middle Eastern Societies and Culture*, sous la direction de Abdulla M. LUTFIYYA et Charles W. CHURCHILL, Mouton, Paris, 1970.

Période préislamique

Sur les Arabes avant l'Islam on trouve surtout des ouvrages spécialisés, difficilement accessibles ou depuis longtemps épuisés, notamment ceux du P. Henri LAMMENS, SJ, très critiqué à son époque (début du siècle) par ses

collègues orientalistes en raison d'un certain dénigrement systématique de l'Islam, mais d'une sympathie générale envers les Arabes, en particulier les Syriens. On citera en tout cas G. RYCMANS, *Les Religions arabes préislamiques*, Louvain, 1951 (2^e éd.). À l'attention du lecteur arabophone, on signalera une histoire en dix volumes parue à Bagdad entre 1968 et 1973 sur les Arabes avant l'Islam, de l'historien Jawad ALI (*Al-Moufassal fi tarikh al-'Arab qabl al-Islam*).

Pour une étude du paganisme chez les Arabes, on pourra consulter dans *Histoire des religions*, vol. 1, de l'« Encyclopédie de la Pléiade », l'étude d'André CAQUOT, « Les religions des Sémites occidentaux ». Toujours dans la « Pléiade », on verra aussi dans *Histoire universelle*, vol. 2, l'étude de M. RODINSON, « L'Arabie avant l'Islam ».

Le christianisme arabe préislamique fait rarement l'objet d'études spécifiques, en dehors de travaux érudits publiés dans des ouvrages généraux sur l'Orient chrétien, ainsi le beau travail récent d'un grand juriste et constitutionnaliste arabe, Edmond RABBATH, *L'Orient chrétien à la veille de l'Islam*, publication de l'Université libanaise (diffusion Librairie orientale), Beyrouth, 1980 ; l'ouvrage contient une vaste bibliographie qui a le mérite d'être commentée. De lecture facile et vivante, on verra Jean-Charles et Marianne SOURNIA, *L'Orient des premiers chrétiens*, Fayard, 1966, qui porte sur la Syrie et l'Asie Mineure. Un livre précieux mais malheureusement mal connu des deux côtés de la Méditerranée est celui d'un père dominicain vivant au Liban depuis de nombreuses années, Jean CORBON, *L'Église des Arabes*, éditions du Cerf, 1977 ; le titre même de l'ouvrage dérange bien des idées reçues en Occident comme chez les Arabes. Enfin, en langue anglaise, il faut signaler : J. Spencer TRIMINGHAM, *Christianity among the Arabs in Pre-Islamic Times*, Longman — Librairie du Liban, Londres, 1979.

Sur la situation du judaïsme préislamique au Proche-Orient arabe, il faut se reporter à la très belle encyclopédie en langue anglaise de S. W. BARON, *A Social and Religious History of Jews*, œuvre qui a l'avantage de ne pas voir l'histoire des communautés juives dans le prisme exclusif de l'antisémitisme contemporain (édition française en 5 volumes sous le titre : *Histoire d'Israël. Vie sociale et religieuse*, Paris, 1956-1964). L'ouvrage classique sur l'histoire des rapports judéo-arabes est celui de S. D. GOITEN, *Jews and Arabs, Their Contacts Through the Ages*, Shoken Books, New York, 1955, qui existe en traduction française sous le titre *Juifs et Arabes*, éd. de Minuit, 1957.

Période islamique

Pour la période islamique des Arabes, il faut faire face au problème inverse par rapport à la période anté-islamique. Autant la bibliographie d'ordre général sur les Arabes en tant que peuple et société à travers l'histoire est maigre, autant celle sur l'Islam est surabondante dans la confusion la plus totale. On a donc d'autant plus de mal à identifier une histoire de la société arabe à partir de l'Islam. Il y a en fait moins de documentation, et surtout moins de documentation accessible sur l'histoire préislamique des Arabes, mais beaucoup plus de clarté malgré tout. Il y a par ailleurs une accumulation de documentation pour la période islamique, mais où l'histoire des Arabes est submergée au point de disparaître, dans celle des autres peuples islamisés, perses, turcs, kurdes, berbères...

Il vaut mieux s'orienter vers les ouvrages généraux sur la civilisation islamique que vers ceux sur l'Islam en tant que tel. Les premiers ont l'avantage de montrer la diversité et l'historicité des sociétés islamiques ; les seconds, outre l'inconvénient de faire abstraction de la réalité historique et sociale, présentent une image statique d'une religion confondue avec la vision hautement idéalisée d'une institution sociale globale.

On pourra voir en particulier, André MIQUEL, *L'Islam et sa civilisation (VII^e-XX^e siècles)*, Colin, 1977 (2^e éd.) ; et D. et J. SOURDEL, *La Civilisation de l'Islam classique*, éd. Arthaud, 1968, cité au chapitre 3, ainsi que Maurice LOMBARD, *L'Islam dans sa première grandeur (VII^e-XIE siècle)*, Flammarion, 1971. Une bibliographie de base classique est celle de J. SAUVAGET, *Introduction à l'histoire de l'Orient musulman* (édition refondue et complétée par Claude CAHEN, Adrien-Maisonneuve, 1961), cité au chapitre 1, qui comprend aussi des éléments bibliographiques sur le Proche-Orient et l'Arabie anté-islamique. L'« Encyclopaedia Universalis » offre aussi de bons éléments d'information aux différents titres de la rubrique « Islam ». Pour bien connaître le cadre historique et les grandes périodes de la civilisation islamique classique, on pourra se reporter à A. DUCCELLIER, M. KAPLAN et B. MARTIN, *Le Moyen Age en Orient. Byzance et l'Islam*, Hachette, 1990, ainsi que *Les grandes dates de l'Islam*, sous la direction de Robert MANTRAN, Larousse, 1990. On rappellera aussi, en langue anglaise l'ouvrage de Karl BROCKELMAN, *History of Islamic Peoples*, Capricorn Books, 1960, cité au chapitre 1^{er}.

Il faut déplorer que l'œuvre magistrale sur l'Islam d'Ahmad AMIN (1878-1954), un des grands esprits réformateurs de l'Égypte contemporaine, n'ait pas été traduite ou ne soit pas employée à titre de référence par les orientalistes écrivant sur l'Islam. Les huit volumes d'Amin sur l'Islam sont en effet un modèle de clarté, où phénomènes religieux, phénomènes ethniques, phénomènes de culture et de civilisation sont étudiés chacun spécifiquement avec rigueur, précision et un appareil complet de références et de connaissances historiques. Il s'agit de *Fajr al Islam*, 1 vol., *Douha'l Islam*, 3 vol., *Zohr al Islam*, 4 vol., Maktabat Al Nahda, Le Caire, nombreuses éditions ayant commencé en 1928, mais souvent sans date ; les trois titres qui divisent cette œuvre signifient en français, successivement, « L'Aube de l'Islam », « Le

Soleil levé de l'islam », « Le Midi de l'islam ». L'étude est exhaustive aussi pour ce qui concerne les sectes islamiques.

Sur le schisme entre sunnites et chiites, on dispose en langue française de l'ouvrage de Hichem DJAIT, *La grande discorde. Religion et politique dans l'Islam des origines*, Gallimard, 1989.

Sur l'islam contemporain, il faut citer un ouvrage collectif intéressant, qui renferme des points de vue de musulmans et d'Occidentaux : *Normes et valeurs dans l'Islam contemporain* (J. BERQUE, J.-P. CHARNAY et autres), Payot, 1966. De même, en langue anglaise, un ouvrage collectif, déjà ancien, apporte d'intéressants éléments d'information, en particulier pour l'Iran, sur les rapports entre religion et changements sociopolitiques : *Islam and Development, Religion and Sociopolitical Change*, édité par John L. ESPOSITO, Syracuse University Press, New York, 1980. Très connues sont deux œuvres de M. RODINSON, *Islam et capitalisme*, Seuil, 1966 ; et *Marxisme et monde musulman*, Seuil, 1972. En outre, pour le lecteur francophone, les ouvrages de Mohammed ARKOUN sur l'islam contemporain donnent un bon aperçu des problèmes de la pensée religieuse musulmane; on verra en particulier, *Pour une critique de la raison islamique*, Maisonneuve et Larose, 1984. On se reportera aussi aux ouvrages cités et commentés aux chapitres 1 à 3 et 22 pour ce qui est de l'islam telle que cette religion et son impact sur les sociétés concernées son analysés et perçus au cours des dernières décennies.

Sur la relecture marxiste du patrimoine historique de la civilisation islamique, le lecteur arabophone pourra se reporter à Al Taïeb TIZINI, *Min al tourath ilal thoura* (Du patrimoine à la révolution), Dar Damish et Dar Eljil, Damas, 1979 (3e édition) et Hussein MOUROUE, *Al niza'at al madia fil falsafa al arabia wal islamia* (Les polémiques matérialistes dans la philosophie arabe et islamique) 2 vol. Dar el Farabi, Beyrouth, 1981(4e édition).

On doit signaler aussi les travaux du Centre d'études pour le monde arabe moderne (CEMAM), rattaché à l'université Saint-Joseph de Beyrouth, notamment : *Religion, State and Ideology*, vol. III, 1975 ; *Islamic Law and Change in Arab Society*, vol. IV, 1976 ; *Arab Culture 1977 : Religious identity and radical perspectives*, vol. V, 1977 (distribution Dar El-Mashrek, Beyrouth). Ces travaux se basent sur des textes intégralement reproduits, d'où leur intérêt ; ils ont trop tendance cependant à survaloriser l'aspect idéologique et politique du « renouveau » islamique à partir de ces textes, sans véritable mise en perspective sociologique. À signaler encore parmi les travaux du CEMAM une bibliographie annotée sous le thème *Arab Culture and Society in Change*, 1973.

Sur l'approche occidentale de l'Islam, on ne saurait assez conseiller M. RODINSON, *La Fascination de l'Islam*, Maspero, 1990, qui regroupe deux belles études de dimensions restreintes, de lecture stimulante, avec une abondante bibliographie tout au long du texte. Plus monographique de caractère, exhaustif dans l'information sur l'œuvre des plus célèbres orientalistes, on doit citer : Jean-Jacques WAARDENBURG, *L'Islam dans le miroir de l'Occident*, Mouton, 3^e éd. (sans date, copyright 1962) ; on dispose aussi de Norman DANIEL, *Islam and the West. The making of an image*, Edinburgh, 1960. Un essai très riche qui montre sous un jour nouveau une fonction importante de l'orientalisme vis-à-vis de la société occidentale elle-même est celui d'Alain GROSRICHARD, *Structure du sérail, la fiction du despotisme asiatique dans l'Occident classique*, Seuil, 1979. Plus récents et dans le même sillage, on doit mentionner deux ouvrages importants analysant les motivations profondes de l'orientalisme : L. VALENSI, *Venise et la Sublime Porte — La naissance du despote*, Hachette, 1987 ; et T. HENTSH, *L'Orient imaginaire — La vision politique de l'Est méditerranéen*, Éditions de Minuit, 1988. On ne saurait conseiller assez la lecture de ces deux ouvrages percutants. On y ajoutera la lecture de B. BADIE, *Les Deux États — Pouvoir et société en*

Occident et en terre d'Islam, Fayard, 1986, qui introduit des perspectives comparatives stimulantes sur le rôle respectif de l'Islam et du christianisme dans la formation des systèmes politiques, perspectives plus pertinentes cependant pour le Moyen Age que pour l'époque moderne. Une critique charpentée du regard occidental sur la société arabe dans la dimension religieuse peut être trouvée tout au long de l'étude très structurée d'un philosophe et historien marocain : Abdallah LAROUÏ, *L'Idéologie arabe contemporaine*, Maspero, 1967. Il faut aussi citer J.-P. CHARNAY, *Les Contre-Orients*, éd. Sindbad, 1980. Enfin on ne saurait passer sous silence les deux beaux essais de Bryan S. TURNER : *Weber and Islam : a critical study*, Routledge et Kegan Paul, Londres, 1974, ainsi que *Marx and the End of Orientalism*, George Allen et Unwin, Londres, 1978, qui contient une critique très fine des œuvres les plus récentes à la date de parution de l'ouvrage sur le Proche-Orient moderne. On verra aussi notre critique du nouvel orientalisme français dans tout notre ouvrage, *L'Europe et l'Orient - De la balkanisation à la libanisation ; histoire d'une modernité inaccomplie*, La Découverte, 1989.

Sur la mystique islamique, un bon ouvrage de base est celui de G. C. ANAWATI et Louis GARDET, *Mystique musulmane. Aspects et tendances — Expériences et techniques*, Librairie philosophique J. Vrin, 1976, 3^e éd. Plus condensé, on verra : Martin LINGS, *Qu'est-ce que le soufisme ?*, Seuil, 1977 (original anglais sous le titre : *What is Sufism ?*, Allen et Unwin, Londres, 1975).

Sur la philosophie, une grande œuvre classique est celle de Henri CORBIN, *Histoire de la philosophie islamique*, Gallimard, 1964, qui montre dans toute son ampleur la richesse des courants de pensée dans la civilisation islamique classique. Sur les libres penseurs en Islam, on pourra voir Dominique URVOY, *Les penseurs libres de l'Islam classique. L'interrogation sur la religion chez les penseurs arabes indépendants*, Albin Michel, 1996.

Pluralisme religieux et communautés au Proche-Orient

Sur le pluralisme religieux au Proche-Orient et le problème des « minorités », un travail d'ensemble, dans une optique comparative, portant sur la période antéislamique et la période islamique, ainsi que sur le pluralisme religieux dans l'Occident chrétien, est celui de G. CORM, *Histoire du pluralisme religieux dans le bassin méditerranée*, Geuthner, 1998 (anciennement paru sous le titre « Contribution à l'étude des sociétés multiconfessionnelles. Effets socio-juridiques et politiques du pluralisme religieux, R. Pichon et R. Durand-Auzias, Paris, 1971) ; l'ouvrage contient une bibliographie de base sur les relations entre Islam, christianisme et judaïsme au cours de l'histoire. (Edition arabe sous le titre: *Ta'addoud al Adian wa anzimat al houkm*, Dar el Nahar, Beyrouth, 1979.) Comme on l'a vu au chapitre 3, le travail de L. et A. CHABRY, *Politique et minorités au Proche-Orient, les raisons d'une explosion*, Maisonneuve et Larose, 1984, est un travail exhaustif, mais qui a tendance à ne faire dépendre toute l'évolution du Moyen-Orient que des problèmes des minorités. On trouvera la même déformation dans le numéro de la revue *Esprit* de novembre 1983 qui traite du même sujet. Confortant cette optique, l'édition française du livre de B. LEWIS, *Les Assassins, terrorisme et politique dans l'Islam médiéval*, Berger-Levrault, 1982, malgré une préface de M. Rodinson, vient donner de l'eau au moulin de tous ceux qui ne voient dans les événements du Moyen-Orient que la violence quasi innée de l'Islam et des minorités de cette région du monde. En langue anglaise, on pourra se reporter à R.D. Mc LAURIN, *The Political Role of Minority Groups in the Middle East*, Praeger, New York, 1990. On verra aussi Yves BESSON, *Identités et conflits au Proche-Orient*, L'Harmattan, 1990, qui décrit les dynamiques identitaires du Proche-Orient de façon originale. On rappellera aussi le livre érudit de X. DE PLANHOL, *Les minorités en Islam*, largement cité au chapitre 3. Un instrument de travail utile est constitué par Jean et André SELLIER, *Atlas des*

peuples d'Orient, (Moyen-Orient, Caucase, Asie Centrale), La Découverte, 1993.

D'auteurs arabes écrivant en arabe, il n'existe à notre connaissance que deux essais, en dehors de l'œuvre qui vient d'être citée, traitant de la question du pluralisme religieux et de ses problèmes dans la société arabe : Bourhan GHALION, *Al mas'ala al tai'fiat wa moushkilat al aqalli'at* (La question communautaire et le problème des minorités), Dar el Tali'at, Beyrouth, 1979, ainsi que Saad el dine IBRAHIM, *Taamoulat fi masalat al akalliat* (Réflexions sur la question des minorités), Markaz Ibn Khaldoun, Le Caire, 1992. Il existe en revanche des œuvres écrites par les Arabes sur les problèmes de minorités dans certains pays, notamment les coptes pour l'Égypte, et bien sûr les problèmes de confessions religieuses au Liban ; on se reportera ici aux annexes consacrées aux pays arabes du Proche-Orient. Sur le problème des communautés chrétiennes de la région, il existe une abondante littérature dans le cadre des essais sur la Question d'Orient au XIX^e siècle ; on trouvera donc dans l'annexe suivante consacrée à cette question les références les plus importantes.

On rappellera l'important ouvrage de Jean-Pierre VALOGNES, *Vie et mort des chrétiens d'Orient*, Fayard, 1994 (cité au chapitre 1), qui mobilise une très importante documentation pour dresser un tableau détaillé historique et sociologique de toutes les communautés chrétiennes du Proche-Orient. De même, on rappellera l'ouvrage de deux démographes qui font le point sur la situation des communautés juives et chrétiennes, il s'agit de Youssef COURBAGE et Philippe FARGUES, *Chrétiens et Juifs dans l'Islam arabe et turc*, Fayard, 1992.

Pour les minorités juives, l'ouvrage de référence est celui de S. D. GOITEN, cité dans la bibliographie portant sur la période préislamique. Voir aussi Ibrahim Amin GHALI, *Le Monde arabe et les Juifs*, Cujas, 1972.

Il faut déplorer que les travaux d'Albert HOURANI, historien d'origine libanaise, enseignant à l'université d'Oxford, ne soient pas disponibles en traduction française. Plusieurs importantes études de A. Hourani, portant sur les problèmes de pluralisme religieux et ethnique au Proche-Orient, ont été regroupées dans : *A Vision History : Near Eastern and Other Essays*, Khayats, Beyrouth, 1961. Un ouvrage plus ancien du même auteur, mais introuvable, est : *Minorities in the Arab World*, Londres, 1947. Il faut signaler aussi les travaux du R. P. Joseph HAJJAR, en particulier *Les Chrétiens uniates du Proche-Orient*, Seuil, 1962, ainsi que Pierre RONDOT, *Les Chrétiens d'Orient*, J. Peyronnet, 1955, malheureusement introuvable. On trouvera un aperçu fort utile sur l'enracinement religieux préislamique des chrétiens d'Orient : R. R. KHAWAM, *L'Univers culturel des chrétiens d'Orient*, Cerf, 1987.

Un ouvrage donne d'importantes précisions démographiques sur l'importance des différentes communautés chrétiennes au Proche-Orient arabe : Robert Brenton BETTS, *Christians in the Arab East*, Lycabettus Press, Athènes, 1978, 2^e éd. ; on n'oubliera pas non plus l'ouvrage de J. CORBON, cité ci-dessus.

Sur les communautés islamiques n'appartenant pas au sunnisme, l'ouvrage le plus classique est celui d'Henri LAOUST, *Les Schismes dans l'Islam, Introduction à une étude de la religion musulmane*, Payot, 1965. Pour une connaissance plus approfondie du chiisme, on pourra se reporter à l'ouvrage d'H. Corbin, cité ci-dessus. En langue anglaise, traduit du persan, est disponible une étude d'une autorité religieuse iranienne : Allamah Sayyid Muhammad Husayn TABATABAI, *Shi'ite Islam*, introduction et notes de Seyyed Hossein Nasr, State University of New York Press, 1975. Toujours en langue anglaise, il faut signaler : S. H. M. JAFRI, *Origins and Early Development of Shi'a Islam*, Longham — Librairie du Liban, Londres. En langue française, on dispose de Yann RICHARD, *L'Islam chiite*, Fayard, 1991 et de François

THUAL, *Géopolitique du chiisme*, déjà cité dans les ouvrages sur la Guerre du Golfe.

On signalera aussi que l'ouvrage d'Al-Shahrastani sur les différentes communautés d'islam orthodoxe est disponible en traduction française, sous le titre *Kitab al-Milal. Les dissidences de l'Islam*, présentation et traduction de Jean-Claude VADE, Librairie orientaliste Paul Geuthner, 1984 (réédition 1998).

Les amateurs de livres anciens feront leur joie d'un ouvrage classique sur la religion des Druzes paru en 1837 et réédité en 1964 : Silvestre DE SACY, *Exposé de la religion des Druzes*, 2 vol., Librairie-Orient-Édition, Paris ; ainsi que N. BOURON, *Les Druzes*, Paris, 1930.

Il faut aussi signaler la pensée élégante d'une personnalité religieuse libanaise, de confession maronite, élève et admirateur de Massignon, qui a beaucoup écrit sur les rapports de l'Islam et du christianisme ; il s'agit de Yoachim MOUBARAK, dont le Cénacle libanais a publié à Beyrouth en 1972-1973 un recueil en cinq volumes de certains de ses meilleurs écrits, sous les titres suivants : I. *L'Œuvre de Louis Massignon*. — II. *Le Coran et la critique occidentale*. — III. *L'Islam et le dialogue islamo-chrétien*. — IV. *Les Chrétiens et le monde arabe*. — V. *Palestine et arabité*; ainsi que du même auteur, *Recherches sur la pensée chrétienne et l'islam dans les temps modernes et à l'époque contemporaine*.

Sur le principal groupe ethnique non arabe du Proche-Orient, les Kurdes, un ouvrage collectif: *Les Kurdes et le Kurdistan. La question nationale kurde au Proche-Orient*, sous la direction de Gérard CHALIAND, Maspero, 1981.

Problématique contemporaine de l'identité arabe

Un apport robuste et stimulant est venu du Maghreb arabe et non du Proche-Orient au cours des années soixante-dix, en particulier avec l'œuvre d'A. LAROUÏ, qui est aussi disponible en arabe. *L'Idéologie arabe contemporaine*, ouvrage déjà cité plus haut, bien que dépassé par l'évolution des événements au cours des quinze dernières années, reste un essai de base, brillant et stimulant. Il est complété d'ailleurs par un autre essai important : *La Crise des intellectuels arabes, traditionalisme ou historicisme*, Maspero, 1974; une décade plus tard, on doit au même auteur une analyse dans un problématique de type islamique devenue prédominante dans tous les écrits sur le Proche-Orient depuis le début des années quatre-vingt, il s'agit de *Islam et modernité*, La Découverte, 1987. Dans la même problématique, Bourhane GHALIOUN dont nous avons cité au chapitre 21 *Le malheur arabe*, écrit en 1997 un nouvel essai intitulé *Islam et Politique*, La Découverte, Paris.

On doit signaler aussi un beau texte, marocain toujours, sur les problèmes d'identité arabe face à l'Occident et à la tradition islamique : Abdel Kébir KHATIBI, « Le Maghreb comme horizon de pensée », *Les Temps modernes*, octobre 1977, n° 375 bis, sous le thème « Du Maghreb » ; ce numéro contient d'ailleurs beaucoup de contributions intéressantes, dont une sur l'identité marocaine juive (Edmond Amran EL MALEH : « Juifs marocains et Marocains juifs »). Plus récent, on rappellera l'ouvrage de Mustapha HOGGA, *Pensée et devenir du monde arabo-islamique* ; on signalera aussi Samir BOUZID, *Mythes, utopie et messianisme dans le discours politique arabe moderne et contemporain*, L'Harmattan, 1997 qui s'inscrit dans le courant de dénigrement des différentes formes de pensée nationaliste arabe, tel qu'illustré par l'ouvrage d'Olivier CARRE sur *Le nationalisme arabe*.

Un ouvrage classique sur les problèmes d'identité chez les penseurs arabes de la Nahda est celui d'A. HOURANI, *Arabic Thought in the Liberal Age 1798-1939*, Oxford University Press, Londres, 1967, 2^e éd., qui est un ouvrage de

base sur la pensée arabe contemporaine. Il n'en existe malheureusement pas de traduction en langue française (édition arabe chez Dar el Nahar, Beyrouth, sans date). Toujours en anglais, il faut mentionner: *Intellectual Life in the Arab East 1890-1939*, Marwan BUHEIRI éd., Center for Arab and Middle East Studies, AUB, Beyrouth, 1981.

Un essai de critique littéraire brillant et stimulant apporte un éclairage important sur les soubassements psychologiques de la relation de la société arabe à l'Occident, à travers l'étude des principaux romans arabes où les héros racontent leurs premiers contacts avec le monde européen ; il s'agit de Georges TARABICHI, *Sharq wa Gharb Roujoulat wa ounousat* (« Orient et Occident. Virilité et Féminité »), Dar el Tali'at, Beyrouth, 1977. Cette œuvre n'a malheureusement pas été traduite en. En langue anglaise, il faut signaler l'ouvrage d'un universitaire américain, bon connaisseur des problèmes d'identité arabe : Michael C. HUDSON, *Arab Politics, The Search for Legitimacy*, Yale University Press, Londres, 1977. On mentionnera aussi l'essai quelque peu amère et pessimiste de Ch. RIZK, *Entre l'Islam et l'Arabisme - Les Arabes jusqu'en 1945*, Albin Michel, 1983, qui tente d'expliquer l'impossible émergence du nationalisme arabe par la vitalité du fondamentalisme islamique dès le XIX^e siècle; du même auteur, *Les Arabes ou l'histoire à contresens*, Albin Michel, 1992. Sur la période de la Guerre froide au Proche-Orient, on se reportera à Marcel COLOMBE, *Orient arabe et non-engagement*, Publications orientalistes de France, 2 volumes, 1973, ainsi qu'à Malcom KERR, *The Arab Cold War*, Oxford University Press, 1971, qui analyse les conflits interarabes depuis l'émergence du nassérisme.

Pour connaître directement la pensée arabe et ses expressions diverses, dans le mouvement de renaissance culturelle qui s'ouvre au début du XIX^e siècle, on dispose aux éditions du Seuil de trois précieux ouvrages de références, sous le titre général d'*Anthropologie de la littérature arabe contemporaine*. Le

volume II, « Les Essais » (choix, présentation, traduction et introduction par Anouar ABDEL MALEK, 1965), regroupe les textes religieux, philosophiques, politiques, sociaux et culturels des principaux penseurs arabes ; on ne négligera pas pour autant le volume I, « Le Roman et la Nouvelle » (choix et présentation de Raoul MAKARIUS), 1964, ou même le volume III, « La Poésie » (Luc NORIN et Édouard TARABAY). Toutefois, pour le roman, les éditions Sindbad à Paris ont procédé à la traduction de deux œuvres romanesques significatives sur le plan des problèmes d'identité et de changement : Najeeb MAHFOUZ, *Passage des miracles*, et Taïeb SALEH, *Le Migrateur*.

Un choix de textes arabes traduits, exclusivement politiques, a été fait aussi par A. ABDEL MALEK, *La Pensée politique arabe contemporaine*, Seuil, 1970. Du même auteur, marxiste modernisant, mais partisan de l'affirmation des spécificités à tous les niveaux, aujourd'hui fasciné par le retour du fondamentalisme religieux au Proche-Orient, il faut signaler une belle monographie sur l'Égypte, centre du Proche-Orient : *Idéologie et renaissance nationale. L'Égypte moderne*, Anthropos, 1969. On pourra aussi se rapporter aux actes d'un colloque interarabe tenu à Louvain en 1970 et ayant regroupé un certain nombre d'intellectuels arabes : *Renaissance du monde arabe*, sous la direction de Anouar ABDEL MALEK, Abdel-Aziz BELAL et Hassan HANAFI, éd. J. Duculot, Gembloux, Belgique, 1972.

On signalera aussi le remarquable travail de Paul KHOURY, *Tradition et modernité. Thèmes et tendances de la pensée arabe*, Beyrouth, 1983, ouvrage malheureusement difficile à se procurer. On doit aussi signaler, dans la collection « Que sais-je ? », Mohammed ARKOUN, *La Pensée arabe*, P.U.F., 1975 ; et aussi Vincent MONTEIL, *Clés pour la pensée arabe*, éditions Seghers, 1974, qui mêle malheureusement indistinctement islam et arabité. Pour qui voudrait toucher du doigt le racisme anti-islamique et antiarabe confondus, on

pourra se reporter à un ancien « Que sais-je ? », écrit par Henri SEROUYA, intitulé aussi *La Pensée arabe*, P.U.F., 1960.

Sur la pensée nassérienne on dispose en langue française d'un instrument de travail : *La Vision nassérienne*. Textes rassemblés et présentés par P. BALTA et C. RUELLAN, éd. Sindbad, 1982, ainsi que le travail de Marlène NASR, *L'idéologie nationale arabe dans le discours de Gamal Abdel Nasser (1952-1970)*, cité au chapitre 6 et traduit et publié en arabe sous le titre *Al tassawaor al quawmi al'arabi fi fikr Jamal Abdel Nasser*, Markaz Dirassat al wahda al 'arabia, Beyrouth, 1981. On se reportera aussi à la bibliographie relative à l'Égypte, et notamment aux ouvrages de Jean Lacouture.

Les phénomènes de déphasages culturels dans la classe dirigeante arabe, politique et intellectuelle, ont été bien décrits par deux essayistes arabes de renom, dont les œuvres ne sont malheureusement pas traduites. Le premier, Yassine EL-HAFEZ, aujourd'hui décédé (1978), a participé activement à la vie politique syrienne dans les années 1960 avant de s'exiler au Liban pour s'adonner à la réflexion et à l'écriture ; on verra en particulier : *Al là' aqlàniat fil siàssat, naqd al siàssat al a'rabiaa fil marhalat ma ba'ad al nàssiriati* (« L'irrationalité en politique, critique des politiques arabes au cours de la période postnassérienne »), Dar el Tali'at, Beyrouth, 1975. Non moins important, du même auteur, est son ouvrage : *Al Hazimat wal ideologia' Imahzoumat* (« La déroute et la déroute de l'idéologie »), Dar el Tali'at, 1979, qui contient une remarquable partie d'autobiographie idéologique et politique, introspective et critique.

Le second, Sadek Jalal EL-AZM, professeur de sociologie, s'est rendu célèbre par un livre qui fit scandale en son temps et qui lui coûta sa chaire d'enseignement à l'université américaine de Beyrouth : *Naqd al fikr al dini* (« Critique de la pensée religieuse »), Dar el Tali'at, 1968, où sont attaquées

avec virulence et virtuosité les analyses politiques arabes sur la défaite de 1967 ; avec la même virtuosité dans la critique, on pourra voir toujours de Sadek EL-AZM : *Ziarat al Sàdât wa bou'si'l salàm al adel* (« La visite de Sadate à Jérusalem et la misère de la juste paix »), Dar el Tali'at, 1978, où les analyses de la gauche arabe contre la politique du président Sadate sont tournées en ridicule. EL-AZM a aussi publié à l'occasion de la parution du livre d'Edward Saïd sur l'orientalisme, cité au chapitre 11, une critique de fond du nouvel engouement des intellectuels arabes, occidentalisés et modernisants, pour le fondamentalisme islamique : *Al Istishraq wal Istishraq ma'kousan* (« L'orientalisme et l'orientalisme à l'envers »), Dar el Hadàsat, Beyrouth, 1981. On se reportera aussi aux derniers travaux de cet auteur cités au chapitre 21, ainsi qu'à *Beyond the Tabooing Mentality. Reading the Satanic Verses, A Reply to Critics*, The Center for Socialist Studies and Research in the Arab World, F.K.A. Publishing C° Ltd, Nicosie, 1997 (édition en arabe sous le titre « Ma ba'ada zihnia al tahrim », Dar El Saki, Londres, 1998), qui est une défense de l'ouvrage de Salman Rushdie, *Les Versets Sataniques*, et une critique des attaques subies par cet auteur dans le monde arabe. Sadek El Azm y démontre que tous ceux qui ont attaqué les Versets sataniques ne l'ont pas vraiment lu. Dans le même sens, on verra un texte d'Ahmad MAROUN, sous le titre « Un Islam crispé », dans *Esprit*, n° 1, janvier 1980, consacré au thème général du khomeinisme, de l'Islam, du tiers monde et des réactions européennes.

On doit citer aussi, dans le cadre du mouvement critique de la pensée arabe par des intellectuels arabes, un ouvrage, extrêmement rigoureux, qui s'efforce de mettre en parallèle d'une part les mouvements successifs d'ouverture de la pensée arabe sur la modernité laïque et de repli sur le fondamentalisme religieux, et d'autre part les succès et les échecs de la relation politique entre les Arabes et l'Occident. L'auteur est un professeur de Bahrein, spécialiste de langue arabe et de philosophie islamique : Mohammed Jaber AL-ANSARI,

Tahawoulât al fikr wal siâssat fil shark al ‘arabi, 1930-1970 (« Changement de la pensée et de la politique dans l’Orient arabe, 1930-1970 »), Alam Al Ma’arifa, Publications du Centre national de la culture, des arts et de la littérature, Koweït, 1980; les oeuvres plus récentes et tout aussi stimulantes de cet auteur ont été citées aux chapitres 2 et 4, pp. Dans le même sens, on pourra voir Khaldoun AL NAKIB, *Fil bidî kanal sira’a! Jadal al din wal ethnia, al oumma wal tabaka, ‘indal ‘arab* (Au commencement était le conflit! Dialectique de la religion et de l’ethnie, de la nation et de la classe, chez les Arabes), Dar el Saki, Londres, 1997. On regrettera aussi que l’œuvre de M. A. AL JABIRI, universitaire marocain très connu dans le monde arabe, ne soit pas traduite en français, en particulier *Tak’ouin al ‘akl el ‘arabi* (« La formation de la raison arabe »), Dar al Talia’t, Beyrouth, 1984, qui nous fait découvrir la lutte entre les influences de la pensée grecque ancienne rationaliste et celles de la pensée religieuse mystique iranienne préislamique dans les grands courants de la pensée arabe au temps de la floraison des écoles théologiques et philosophiques islamiques. Toutefois, de cet auteur, on trouve une oeuvre subséquente, en traduction française, *Introduction à la critique de la raison arabe*, La Découverte/IMA, 1995. Comme signalé au chapitre 2, la thèse principale de Al Jabiri que l’on trouve dans cet ouvrage a été récemment contestée avec la plus grande érudition par Georges TARABICHI dans son ouvrage *Nazariat al’akl; nakd nakd al ‘akl al ‘arabi*, cité au chapitre 2, suscitant un débat très vivant dans la presse arabe.

Enfin, pour terminer cet aperçu bibliographique sur la problématique de l’identité arabe, il faut évoquer deux aspects importants dans les courants politiques qui secouent le monde arabe et l’opinion publique : les Frères musulmans et les mouvements idéologiques ayant donné naissance aux partis politiques socialistes et nationalistes. Dans ce domaine encore, le lecteur exclusivement francophone se trouve devant une bibliographie très pauvre pour ce qui concerne les partis politiques laïcs arabes.

La revue *Orient*, publiée autrefois à Paris mais ayant cessé de paraître depuis longtemps, avait une riche rubrique sur les courants d'idées dans l'Orient contemporain ; on peut faire appel maintenant à la revue *Maghreb-Machrek* (publiée par la Fondation nationale des sciences politiques et la Documentation française). On signalera l'élargissement et la mise à jour du manuel de la collection Themis sur *Les Régimes politiques des pays arabes*, par M. FLORY, B. KORANY, R. MANTRAN, M. CAMAU, P. AGATE, P.U.F., 1990, qui donne un aperçu historique et synthétique de l'évolution des États arabes depuis la fin de l'Empire ottoman. Sur le contenu des constitutions arabes quant à l'identité arabe et islamique des régimes politiques, on verra l'intéressant bilan de George JABBOUR, *Al 'ouraouba wal islam fil dasatir el 'arabia* (L'arabité et l'islam dans les constitutions arabes), Dar el Raha, Alep, 1993.

En fait, c'est encore dans la littérature anglo-saxonne qu'il faut chercher des ouvrages de base. Sur la grande période de basculement du nationalisme arabe apolitique au socialisme militant, on verra Walid KAZZIHA, *Revolutionary Transformation in the Arab World, Habash and his Comrades from Nationalism to Marxism*, Charles Knight et C^o, Londres, 1975. Toutefois, un ouvrage témoin sur les thèses du gauchisme arabe évoqué au chapitre 2 est celui de Mahmoud HUSSEIN, *La Lutte de classes en Égypte de 1945 à 1968*, Maspero, 1969. Encore plus à gauche dans l'extrémisme, on citera l'ouvrage d'un maoïste algérien, A. Razak ABDEL-KADER, *Le Monde arabe à la veille d'un tournant*, Maspero, 1969. Pour une analyse des idées classiques du nationalisme arabe, on pourra se reporter à H. Z. NUSEIBEH, *The Ideas of Arab Nationalism*, New York, 1959, 2^e éd., et H. B. SHARABI, *Nationalism and Revolution in the Arab World*, New York, 1966. On verra aussi *Revolution in the Middle East and other case studies*, P. J. VATIKIOTIS, éd. Allen et Unwin, Londres, 1972. Pour une analyse des idées arabes sur le socialisme, on peut citer Abdel Moghny SAID, *Arab Socialism* (avec une partie de l'ouvrage par

M. Samir AHMED), Blandford Press, Londres, 1972, et pour le parti Baath en particulier : K. S. ABU JABER, *The Arab Ba'th Socialist Party : History, Ideology and Organisation*, Syracuse University Press, New York, 1966. On verra en outre Nathan WEINSTOC, *Le Mouvement révolutionnaire arabe*, Maspero, Paris, 1970, ainsi que A. G. SAMARBAKHS, *Socialisme en Irak et en Syrie*, Anthropos, 1978.

Sur le mouvement des Frères musulmans, on verra R. P. MITCHELL, *The Society of the Muslim Brothers*, Londres, 1969 ; ou bien, plus ancien, Ishak Musa HOSAINI, *The Moslem Brethren* Khayat, Beyrouth, 1956, en sus des nombreux ouvrages de l'islamologie américaine et française axée surtout sur les nouveaux mouvements islamistes radicaux que nous avons cités aux chapitres 2 et 21. Dernier né de cette production monumentale, l'ouvrage apolégétique du petit-fils du fondateur du Mouvement des Frères Musulmans en Egypte (Sabri el Banna), Tariq RAMADAN, *Aux sources du renouveau musulman*, BAYARD EDITIONS, 1998, qui suivant les canons de l'académisme occidental fait entrer dans le même moule du « renouveau » des penseurs réformistes d'inspiration et d'objectifs totalement divergents. Outre les ouvrages de l'islamologie anglo-saxons cités dans différents chapitres, on pourra aussi se reporter à R. HRAIR DEKMEJIAN, *Islam in Revolution. Fundamentalism in the Arab World*, Syracuse University Press, 1958 (traduit en arabe par Dar al Wafa lill tiba'at wal nashr, Le Caire, 1992, sous le titre Al oussoulia fil 'alam el 'arabi). On dispose aussi en langue française de l'un des nombreux ouvrages parus en Égypte contre les mouvements islamistes par des penseurs musulmans. Il s'agit de M. Saïd AL-ASHMAWY, *L'Islamisme contre l'islam*, La Découverte/éditions Al Fikr, 1989, ainsi que celui de Fouad ZACHARIA, *Laïcité et islamisme. Les Arabes à l'heure du choix*, La Découverte, 1990. On pourra aussi lire, en langue arabe, Khalil ABDEL KARIM, *Al Islam baïna al daoula al dinia wal daoula al madania* (L'Islam entre l'Etat religieux et l'Etat civil), Sina lill nashr, Le Caire, 1995. On

regrettera cependant ici que les très nombreux ouvrages signalés au chapitre 3 et 22 et qui ont pour objectif de distinguer entre la foi et le dogme religieux et l'analyse critique de l'idéologie et de l'imaginaire bâti sur eux, soient totalement inconnus des écrits de spécialistes de l'Islam. Même lorsque ces oeuvres connaissent un très grand succès dans le monde arabe, la culture occidentale, ainsi que les travaux des penseurs arabes inscrits, explicitement ou implicitement, dans la problématique occidentale, les ignore totalement. L'attention est exclusivement focalisée, dans cette problématique, sur le « monopole » supposé des islamistes sur la pensée politico-religieuse en pays dits « d'Islam ».

Événements et ouvrages récents sur le monde arabe

Sur les événements récents dans le monde arabe, une floraison d'ouvrages à sensation, en particulier une série d'essais sur le terrorisme, est apparue depuis les attentats de septembre 1986 à Paris, puis à la suite des événements d'Algérie. La qualité indigeste de ces travaux, sans parler de leur superficialité ou de leurs données erronées, rend inutile leur signalement. On mentionnera cependant X. RAUFER, *La Nébuleuse, le terrorisme du Moyen-Orient*, Fayard, 1987. Il en est de même pour les très nombreux ouvrages parus sur l'intégrisme islamique. Le point sur les phénomènes dits « islamiques » peut être trouvé dans *L'Islam dans le monde*, Dossier présenté et établi par P. BALTA, La Découverte/Le Monde, 1986 (réédité en version abrégée en 1995), ainsi que dans « Islam, le grand malentendu », revue *Autrement*, décembre 1987, n° 95, ou encore dans la revue *Sou'al*, l'excellent numéro consacré à « L'Islam aujourd'hui », n° 5, avril 1985. On signalera sur la condition de la femme dans le cadre de la « réislamisation » du monde arabe, l'ouvrage de Yolande GEADAH, *Femmes voilées. Intégrismes démasqués*, vlb éditeur, Montreal, 1996, qui contient un chapitre particulièrement lumineux sur « valeurs intégristes et valeurs islamiques » (chap. 4); à signaler aussi Dalal EL-BIZRI,

L'ombre et son double. Femmes islamistes, libanaises et modernes, Les Cahiers du Cermoc, N° 13, Beyrouth, 1995.

Quelques ouvrages généraux dégagés du sensationnel islamique ou terroriste doivent être signalés ici : S. JARGY, *L'Orient déchiré*, Labor et Fides, Publications orientalistes de France, Genève, 1984 ou l'ouvrage d'Yves BESSON, *Identités et conflits au Proche-Orient*, déjà cité ci-dessus; enfin *Renouvellement du monde arabe — 1952-1982, Pensées politiques et confrontations internationales*, sous la direction de D. CHEVALLIER, Armand Colin, 1987. Sur l'avenir des pays du Maghreb, on pourra se reporter à Rémy LEVEAU, *Le Sabre et le turban*, Éditions François Bourin, 1993. Sur l'ensemble du monde arabe, on pourra voir *Moyen-Orient : Migrations, démocratisation, médiations*, sous la direction de Ricardo BOCCO et Mohammad-Reza DJALILI, PUF, 1994. Sous forme de dictionnaire, chronologie et textes de documents, on pourra voir A. GRESH et D. VIDAL, *Les 100 Portes du Proche-Orient*, éditions Autrement, 1986 (dernière réédition 1992). La soumission des élites politiques arabes à l'hégémonie américaine est dénoncée avec virulence, mais appuyée par une solide information, par Saïd K. ABURISH, *A Brutal Friendship. The West and the Arab Elite*, St. Martin's Press, New-York, 1997.

Peu d'ouvrages significatifs, en dehors de ceux cités au chapitre 20, sont parus sur la Guerre du Golfe, en dépit de l'importance de l'évènement au niveau de toute la région. On signalera cependant Noël JEANDET, *Un golfe pour trois rêves. Le triangle de crise Iran, Irak, Arabie*, L'Harmattan, 1993, qui est une étude très claire et concise des données profanes de la crise, sans aucun dérapage sur des considérations islamiques ou sur l'explication à causalité unique par la nature féroce du régime irakien; son auteur, est un diplomate français de carrière, récemment décédé, le regreté Jean BELLIVIER. On verra aussi Charles ZORGBIBE, *Géopolitique et histoire du Golfe*, PUF, 1991 et

Michel JOBERT, *Journal du Golfe. Août 1990-août 1991*, Albin Michel, 1991, qui dénonce sans complaisance les illusions de la politique de puissance de l'Occident au Proche-Orient; l'auteur est une personnalité gaulliste bien connu, ancien ministre des affaires étrangères. Dans le même sens, on lira l'ouvrage de Jean-Pierre CHEVENEMENT, *Le vert et le noir. Intégrisme, pétrole, dollars*, Grasset, 1993; l'auteur, ministre de la défense lors de la Guerre du Golfe, démissionna à la veille de l'attaque des forces occidentales contre les troupes irakiennes, pour manifester son désaccord. On verra aussi François THUAL, *Abrégé géopolitique du Golfe*, ellipses, 1997. On doit aussi à cet auteur *Géopolitique du chiïsme*, Arléa, 1995. Sur les Etats-Unis et le Moyen-Orient, on pourra se reporter à Abdallah DE SAAHB, *Pétropuissance et ordre américain : la nouvelle question d'Orient*, Presse du CNRS, 1992, ainsi qu'au dossier, *Les Etats-Unis et le Moyen-Orient*, sous la direction de Yann MENS La Documentation Française, 1992. On n'oubliera pas non plus, traduit de l'anglais, l'ouvrage de l'écrivain politique égyptien, Mohammed Hassanein HAIKAL, *Illusions du triomphe : un point de vue arabe sur la Guerre du Golfe*, Edifra, 1994.

Enfin, la revue *Maghreb-Machrek* publiée par La Documentation française, outre ses analyses sur les évolutions saillantes du monde arabe contemporain, offre au lecteur de précieuses chronologies. Il en est de même des éditions annuelles d'un excellent annuaire anglais, *The Middle East and North Africa*, Europa Publications Ltd, Londres, qui couvre aussi l'Iran, Chypre et la Turquie ainsi que les activités de toutes les organisations régionales.

On signalera aussi les nombreux ouvrages publiés par le Centre d'études sur l'unité arabe (Markaz dirassat al wahda al 'arabia), dont le siège est à Beyrouth et qui tient de nombreux colloques dont les contributions sont aussi publiées par lui. Les thèmes principaux des travaux du Centre concernent les rapports du nationalisme arabe avec les idées démocratiques, avec la religion, avec les

voisins non arabes; le Centre publie aussi de nombreuses études sur la complémentarité économique entre les pays arabes, ainsi que des monographies par pays. Il a été aussi à l'origine de la création d'un Congrès national arabe, réplique moderne des différents clubs et associations prônant le nationalisme et l'unité arabe au début du siècle. Le Congrès qui est composé de penseurs et politologues de différents pays arabes, et qui restent attachés aux conceptions du nationalisme arabe, se réunit une fois par an et publie un rapport intitulé *Hal al oumma* (l'état de la nation) qui fait un bilan politique, social et économique des événements et des tendances dans le monde arabe. Ce rapport est publié à Beyrouth par le Centre d'études et constitue une excellente synthèse de l'évolution du monde arabe, qui ne s'embarasse pas de problématiques accessoires ou non pertinentes aux problèmes de la situation de plus en plus critique des sociétés arabes. On doit aussi au Centre la publication des oeuvres complètes du penseur arabe, de confession chrétienne, nationaliste et laïc, Constantin Zreik, mentionnées au chapitre 21.

Récemment, un certain nombre d'ouvrages, inspirés par le développement des politiques méditerranéennes de la France et de l'Union Européenne, sont venus contrebalancer le déferlement de travaux sur le Proche-Orient à partir de la seule grille de lecture d'une anthropologie de l'Islam. La dimension économique des problèmes occupe une place importante dans cette nouvelle approche, bien que, dans certains ouvrages, la dimension de dialogue culturel ou religieux entre les deux rives de la Méditerranée, entraîne à nouveau des dérives et supprime l'approche économique. On signalera ici, *La Méditerranée réinventée*, sous la direction de Paul BALTA, La Découverte/Fondation René Seydoux, 1992, ainsi que *L'Europe-Méditerranée, une région à construire*, sous la direction de Robert BISTOLFI, Publisud, 1996, et *La Méditerranée en question. Conflits et interdépendance*, sous la direction de Habib EL MALKI, Fondation du Roi Abdul Aziz/Editions du CNRS, Casablanca/Paris, 1991. De même, on pourra

lire un bilan récent de la situation socio-économique en Méditerranée dans le recueil des actes de la *Conférence méditerranéenne sur la population, les migrations et le développement*, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1997. Enfin, on signalera Charles ZORGBIBE, *La Méditerranée sans les grands*, PUF, 1997 et Bernard RAVENEL, *Méditerranée, l'impossible mur*, L'Harmattan, 1995.

II

LA SUCCESSION DE L'EMPIRE OTTOMAN ET LA QUESTION D'ORIENT

Toute connaissance sérieuse du Proche-Orient arabe durant la période étudiée ne peut ignorer l'histoire de la désintégration de l'Empire ottoman et des rivalités des puissances européennes entre elles pour en recueillir directement ou indirectement la succession. Cette désintégration a donné lieu à une abondante littérature traitant de la « question d'Orient », c'est-à-dire du problème des nationalités dans la région des Balkans qui s'émancipent progressivement à partir du début du XIX^e siècle de la domination ottomane, ainsi que du problème de l'agitation des minorités religieuses et ethniques pour ce qui est du Proche et du Moyen-Orient. L'inconvénient majeur des ouvrages sur la question d'Orient est leur optique coloniale, qui ne permet de voir les problèmes complexes posés pour l'affaiblissement de l'Empire ottoman et le réveil des sentiments nationalistes ou communautaires que dans l'optique des intérêts des puissances européennes. Aussi se trouve-t-on souvent en présence d'œuvres partisans qui dépeignent l'Empire ottoman et l'Islam sous les traits les plus noirs, embellissant à souhait pour les besoins de la cause la politique européenne, venant en aide de façon « désintéressée » aux populations dominées par l'Empire.

Un témoignage majeur sur la déformation des faits concernant la question d'Orient est celui du grand historien anglais Arnold TOYNBEE qui, après avoir écrit en 1917 une œuvre de polémique contre les Turcs (*The Murderous Tyranny of the Turks*), écrit en 1922 un ouvrage répudiant ses conclusions antérieures et exposant avec rigueur la complexité des problèmes dans les rapports gréco-turcs (*The Western Question in Greece and Turkey, A Study in the contact of civilisation*, New York). Toynbee aboutit d'ailleurs à la conclusion que la question d'Orient, en raison de l'acuité des rivalités

coloniales européennes, n'est qu'une question d'Occident. On peut considérer, en un certain sens, que la permanence du conflit israélo-arabe, la rivalité des États-Unis et de l'U.R.S.S. au Proche-Orient, les convoitises sur la richesse pétrolière arabe sont encore dans une large mesure une question d'Occident.

Cela ne doit évidemment pas amener à faire abstraction des problèmes internes à la société proche-orientale qui sont au moins aussi importants que les interférences extérieures. Du moins peut-on penser que si les interférences extérieures ont pesé si lourdement dans le destin de cette région depuis le début du XIX^e siècle, c'est bien en raison de blocages locaux s'exerçant à divers niveaux dans l'évolution de la société proche-orientale. Ainsi que nous l'avons vu dans les cinq premiers chapitres de l'ouvrage, le problème de base que soulève la question d'Orient est justement celui de savoir pourquoi les pressions extérieures qui dans certains cas sont à la base d'un véritable et durable renouveau économique et social, comme pour le Japon au XIX^e siècle avec l'œuvre du Meiji, sont dans le cas du Proche-Orient un facteur de blocage additionnel. On est en effet frappé de voir que ni les réformes de Mohammed Ali en Égypte, Syrie et Liban, ni l'ère des Tanzimat dans tout l'Empire ottoman (voir chap. 6), ni la révolution de 1906 en Iran au XX^e siècle ou le kémalisme turc aujourd'hui de plus en plus mis en cause, ni le nassérisme ou les grandes réformes modernisantes du chah d'Iran n'ont amené à l'équilibre social, à la stabilité politique ou à une indépendance économique relative vis-à-vis des grandes puissances.

Les ouvrages sur la question d'Orient et l'Empire ottoman sont en général épuisés, car ils ont pour la plupart été écrits entre 1850 et 1950. On trouvera dans la bibliographie de notre *Contribution à l'étude des sociétés multiconfessionnelles...*, citée en ci-dessus, la référence aux principaux ouvrages ; le lecteur pourra trouver dans notre travail un aperçu général sur les minorités religieuses et la question d'Orient au XIX^e siècle et jusqu'à

aujourd'hui pour ce qui est du Proche-Orient arabe. Pour ceux qui désireraient un ouvrage de base, remarquablement documenté et très équilibré dans son approche, il existe le travail de J. HAJJAR, *L'Europe et les destinées du Proche-Orient* (1815-1848), Bloud et Gay, Belgique, 1970. Les travaux d'Albert HOURANI déjà cités ci-dessus (p. ...) constituent aussi une référence de base en la matière. Datant de 1950, mais encore disponible auprès de certains libraires, on peut mentionner René et Georges CATTAUI, *Mohamed-Aly et l'Europe*, Librairie orientaliste Paul Geuthner, Paris, 1950.

Sur le déclin de l'Empire ottoman et les changements qui ont amené à la constitution de la Turquie kémaliste laïque, une œuvre de base est celle de Bernard LEWIS, *The Emergence of Modern Turkey*, Oxford University Press, 1961 (plusieurs rééditions) ; cet ouvrage est disponible en langue française sous le titre *Islam et laïcité — la naissance de la Turquie moderne*, Fayard, 1988 ; on y trouvera aussi une abondante bibliographie. On peut citer aussi deux ouvrages de référence : *Economie et sociétés dans l'Empire ottoman (fin du XVIII^e-début du XX^e siècle)*, actes du colloque de Strasbourg (1^{er}-5 juillet 1980), publiés par J.-L. BAQUE-GRAMMONT et P. DUMONT, éd. du C.N.R.S., 1983 ; ainsi que S. SHAW, *Histoire de l'Empire ottoman*, éditions Morvath, Le Coteau-Roanne, 1983. Un ouvrage documentaire indispensable est celui de J. C. HUREWITZ, *Diplomacy in the Near and Middle East, A Documentary Record (1535-1914 et 1914-1956)*, 2 vol. D. Van Nostrand Company Inc., New York, 1956. Toujours en langue anglaise, on ne peut manquer de citer: Harry N. HOWARD, *The King-Crane Commission — An American Inquiry into the Middle East*, Khayats, Beyrouth, 1963. Il s'agit en effet d'une analyse des travaux d'une commission d'enquête américaine, constituée à l'initiative du président Wilson en 1919, au lendemain de la Première Guerre mondiale, pour s'informer des souhaits des différentes populations du Proche et du Moyen-Orient, en vue de définir une position américaine aux négociations de paix à Versailles destinées à régler, entre autres, le sort de ces populations du fait de la

disparition de l'Empire ottoman. Les États-Unis n'ayant à l'époque aucun intérêt acquis d'ordre colonial au Proche-Orient, les renseignements recueillis par la commission King-Crane (du nom des deux personnalités américaines ayant présidé aux travaux) sont particulièrement précieux et donnent un aperçu intéressant sur l'état de l'opinion dans les différentes minorités, ethnies et communautés religieuses de la région. Il faut aussi rappeler ici l'ouvrage d'ANTONIUS, cité à l'annexe précédente, *The Arab Awakening*. Notre ouvrage, *L'Europe et l'Orient...*, fait une analyse détaillée des problèmes de succession de l'Empire ottoman.

Pour s'informer de façon agréable sur la question d'Orient, on peut aussi avoir recours aux divers essais des voyageurs célèbres, notamment les poètes romantiques tels que Gérard de Nerval ou Lamartine, pour qui le « voyage en Orient » était un pèlerinage indispensable. À côté des poètes, on dispose aussi de comptes rendus de voyage au caractère plus austère d'hommes de lettres et d'orientalistes spécialisés, tel le célèbre VOLNEY pour ce qui est des Français, qui nous a laissé un *Voyage en Égypte et en Syrie* (Mouton, Paris, 1959), paru pour la première fois en 1787 et devenu un classique de la littérature orientaliste, ou l'Anglais LANE avec son œuvre célèbre sur les mœurs et coutumes des Égyptiens modernes (*Account of the Manners and Customs of the Modern Egyptians*), paru en 1836. On doit bien sûr ici mentionner T. E. LAWRENCE, avec son ouvrage célèbre, *Les Sept Piliers de la sagesse*, Payot 1992, qui raconte son épopée avec les troupes arabes hedjaziennes du chérif Hussein, qui déclenchent la révolte arabe contre l'Empire ottoman en 1916, sur la base des promesses du gouvernement anglais de permettre la constitution d'un royaume arabe, promesses qui seront par la suite trahies. L'ouvrage d'Edward SAID (orientalisme), cité au chapitre 6, fait une analyse hypercritique de toute cette littérature, qui n'en garde pas moins son charme, surtout lorsqu'il s'agit de personnalités littéraires de l'envergure de Nerval ou Lamartine.

On rappellera ici l'ouvrage en langue anglaise de D. FROMKIN, *A Peace to end all Peace - Creating the modern Middle East 1914-1922*, Henry Holt, New York, 1989, qui donne une analyse très détaillée et fort intéressante de la politique anglaise vis-à-vis du monde arabe entre 1914 et 1922. On signalera, à nouveau, pour ce qui concerne l'influence française sur le monde arabe avant l'effondrement de l'Empire ottoman, le brillant essai de H. LAURENS, *Le Royaume impossible. La France et la genèse du monde arabe*, Armand Colin, 1990.

III

LA LIGUE DES ÉTATS ARABES ET LES SOMMETS DES CHEFS D'ÉTAT

Les sommets des chefs d'État arabes, ainsi que la naissance de l'O.L.P. dans le giron de la Ligue des États arabes, ont été évoqués au cours des chapitres de l'ouvrage, sans que cependant la Ligue apparaisse elle-même comme partie prenante de l'histoire du Proche-Orient. Cette institution interarabe, qui apparaît souvent comme une bureaucratie inefficace, n'en a pas moins gagné droit à l'existence. Elle a en effet résisté à l'éclatement malgré tous les conflits entre États arabes et malgré la mise à l'écart de l'Égypte en 1978-1979, alors que ce pays avait été le siège de la Ligue depuis sa fondation en 1945 et que les fonctionnaires égyptiens en avaient jusqu'alors assuré le fonctionnement. Transportée à Tunis, la Ligue a bien survécu.

À l'actif de la Ligue, la création d'un grand nombre d'organisations spécialisées et d'accords interarabes en divers domaines dont l'efficacité peut évidemment laisser à désirer ; beaucoup sont de pâles répliques d'autres institutions internationales, ainsi l'Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et l'organisation scientifique (ALECSO), l'Organisation arabe du travail, l'Organisation arabe pour le développement agricole, etc. Il

faut y ajouter un Conseil d'unité économique arabe regroupant les pays signataires de la Convention de l'Union économique, soit l'Égypte, la Syrie, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, le Yémen et le Soudan, pays qui n'ont d'ailleurs pas tous mis en application une décision portant création d'un marché commun arabe, qui n'est en réalité qu'une zone de libre-échange. En fait, dans le domaine économique, comme dans le domaine militaire où existe un commandement arabe unifié qui n'a fonctionné effectivement qu'une fois, durant la guerre de 1967, le niveau de coopération interarabe est extrêmement bas.

Il existe, en sus de la Ligue arabe et de ses institutions spécialisées, un grand nombre d'organismes économiques interarabes qui ont été mis en place dans le sillage des moyens financiers que le pétrole a donnés aux pays arabes exportateurs à partir de 1973 ; citons en particulier le Fonds arabe de développement économique et social, le Fonds monétaire arabe, la Banque arabe pour le développement de l'Afrique, ainsi que l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (à ne pas confondre avec l'O.P.E.P.).

Il reste que les grands moments de la politique interarabe ont été les sommets des chefs d'État dont le premier remonte à 1964, à l'initiative du président Nasser, suite à la décision d'Israël de procéder au détournement des eaux du Jourdain à son profit. La fonction des sommets est d'essayer de dégager un consensus arabe, une ligne politique moyenne entre les extrêmes, sur les grands problèmes de l'heure, en fait de façon constante le conflit israélo-arabe et, depuis 1979, les relations avec l'Iran.

La Ligue compte aujourd'hui vingt-deux membres, y compris la Somalie et Djibouti, quelque peu excessivement comptées comme États arabes. À la signature du pacte d'établissement, les États signataires n'étaient qu'au nombre de sept ; au fur et à mesure de leur accession à l'indépendance les autres États y

ont adhéré. Pendant longtemps, le Maroc a fait opposition à l'adhésion de la Mauritanie en raison des prétentions de la monarchie chérifienne sur le territoire mauritanien.

On ne doit pas confondre la Ligue des États arabes avec l'Organisation de la conférence des États islamiques, qui regroupe quarante-deux États dont les vingt-deux États de la Ligue arabe et les principaux pays musulmans d'Afrique et d'Asie. Le siège de l'Organisation est à Djeddah en Arabie Saoudite ; ses principaux animateurs sont l'Arabie Saoudite, le Pakistan et le Maroc. L'Organisation a pour vocation de renforcer la solidarité islamique à l'échelle internationale. La plus importante des institutions spécialisées issues de l'Organisation est la Banque islamique de développement qui a aussi son siège à Djeddah. L'Organisation a été créée au sommet de Rabat en 1969 ; ses statuts adoptés en 1972.

BIBLIOGRAPHIE

Il n'existe pas en langue française d'ouvrage récent exhaustif sur la Ligue arabe. L'ouvrage de Pierre BEYSSADE, *La Ligue arabe*, éd. Planète, Paris, 1968, est plus une œuvre de vulgarisation historique sur les conflits interarabes et les rivalités de grandes puissances dans le monde arabe, qu'un travail sur la Ligue elle-même. De même, le livre de Jean-François NODINOT, *22 États arabes, une nation*, éd. du Sorbier, Paris, 1980, est une œuvre de vulgarisation portant sur chaque pays arabe individuellement ; seule une trentaine de pages d'introduction contiennent quelques données sur la Ligue et les institutions interarabes spécialisées (nouvelle édition revue et augmentée en 1992).

Sur les activités dans le domaine économique de la Ligue arabe, on pourra se reporter au livre de l'ancien premier ministre algérien, Abdel Hamid BRAHIMI, *Dimensions et Perspectives du monde arabe*, Economica, Paris, 1977.

Exhaustif, mais ayant vieilli, il faut mentionner : Muhammad KHALIL, *The Arab States and the Arab League. A Documentary Record*, 2 vol., Khayats, Beyrouth, 1962. Toujours en langue anglaise, on pourra voir : Ahmed M. GOMAA, *The Foundation of the League of Arab States*, Longman, Londres, 1977.

IV

LE SIONISME ET LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE

Il est tout à fait vain pour qui veut s'informer sur la nature du conflit israélo-arabe et le comprendre de s'en tenir à l'imagerie traditionnelle ancrée dans l'opinion occidentale d'une Palestine juive sans discontinuité historique et d'un panarabisme fanatique et antisémite empêchant les juifs persécutés par le nazisme et le chauvinisme slave de trouver un abri naturel sur leur propre terre. Il faut donc se pencher sur le mouvement sioniste, son évolution, sa place dans l'histoire du judaïsme contemporain, sa signification dans les rapports judéo-chrétiens partout où existent des communautés juives dans les pays européens et occidentaux.

Rien n'est plus éclairant sur ce point que les Mémoires des principaux dirigeants sionistes, à commencer par ceux de Herzl, le fondateur du mouvement, car ils montrent bien la difficulté immense de transformer l'idée religieuse sioniste d'un retour à la Terre promise par la seule volonté de Dieu, idée centrale dans le judaïsme, en un mouvement politique de conquête militaire. (T. HERZL, *The Complete Diaries of T. Herzl*, 3 vol., éd. par Rataï, Herzl Press, New York). Les mémoires de Weizmann, successeur de Herzl, montrent bien la chance offerte par la conjoncture coloniale du début du siècle, et si bien saisie qu'elle se concrétise en 1917 par la Déclaration de Balfour (Chaïm WEIZMANN, *Naissance d'Israël*, Gallimard, 1957, 2^e éd.). Ceux de BEN GOURION (*Israël, années de lutttes*, Flammarion, 1964) et surtout sa biographie (Michel BARZOHAR, *Ben Gourion – Le Prophète armé*, Fayard, 1966), montrent bien la tâche énorme de lutter contre les tendances à la fraternisation ou à l'accommodement avec les Palestiniens qui auraient pu mener à un État binational, une fois le mouvement sioniste implanté en Palestine sous la protection anglaise.

Un bon ouvrage d'ensemble sur le sionisme, de dimension restreinte et de caractère documentaire, présenté dans l'optique du sionisme orthodoxe est celui de Yohanan MANOR, *Naissance du sionisme politique*, Gallimard/Julliard, coll. « Archives », 1981. De dimension beaucoup plus importante et couvrant tous les aspects de la politique du mouvement sioniste, il faut mentionner un ouvrage documentaire, publié par l'Institut des études palestiniennes à Beyrouth : *From Haven to Conquest – Readings in Zionism and the Palestine Problem until 1948*, éd. par Walid KHALIDI, The Institute For Palestine Studies, Beyrouth, 1971. Ce travail n'inclut aucune étude préparée par des chercheurs arabes, mais regroupe les textes les plus significatifs de dirigeants sionistes, de juifs antisionistes, de personnalités politiques occidentales ou d'historiens anglais. On doit mentionner aussi l'ouvrage documentaire d'un journaliste israélien, Ilan HALEVI, *Sous Israël la Palestine*, Le Sycomore, 1978. Le point de vue sioniste sur l'histoire des mouvements peut être trouvé chez Walter LAQUEUR, *A History of Zionism*, Weidenfeld et Nicholson, Londres, 1972, ainsi que chez J. C. HUREWITZ, *The Struggle for Palestine*, W. W. Norton, New York, 1950. Un ouvrage documentaire de dimension restreinte sur l'ensemble du conflit est celui d'Irène ERRERA-HOECHSTETTER, *Le Conflit israélo-arabe (1948-1974)*, coll. « Documents Actualités », P.U.F., 1974

On se reportera aussi à *Sionismes. Textes fondamentaux*, Albin Michel, 1998, ainsi qu'à tous les ouvrages cités au chapitre 22. On pourra mentionner aussi Alain MICHEL, *Racines d'Israël. 1948 une plongée dans 3000 ans d'histoire*, Editions Autrement, 1988 qui s'efforce d'établir un continuum historique entre les royaumes bibliques antiques et l'Etat d'Israël, ainsi que Ilan GREILSAMMER, *La nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Gallimard, 1988. On mentionnera de Tom SEGUEV, *Les premiers Israéliens*, Calman-Lévy, 1988, qui s'inscrit dans la remise en cause des mythes fondateurs.

En réalité, ainsi que nous avons essayé de le montrer au chapitre 22, le débat important pour l'avenir n'est pas sur la qualité et l'étendue des droits respectifs des Palestiniens et des juifs, mais sur la dynamique du mouvement sioniste dans le cadre de l'existence juive. L'orthodoxie sioniste actuelle voit dans l'antisémitisme un phénomène permanent, dans la spécificité juive, une donnée inchangeable. Israël dans ce cas ne peut qu'être expansionniste afin que la Palestine puisse absorber en temps voulu tous les juifs de la Diaspora, environ six à sept fois plus nombreux que ceux rassemblés jusqu'ici en Israël, et que l'antisémitisme finira par ramener en Terre promise. Tel n'est évidemment pas l'avis de nombreux juifs libéraux, notamment dans la Diaspora, et que la perspective d'assimilation dans leur pays n'effraie pas. Pour ceux-ci, Israël doit mettre un terme à ses conquêtes et accepter sans plus tergiverser les revendications arabes légitimes d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Sur ce problème, outre le livre de Georges FRIEDMAN, *Fin du peuple juif*, cité au chapitre 12, on lira avec profit Maxime RODINSON, *Peuple juif ou problème juif ?*, Maspero, 1981, ouvrage qui reprend plusieurs articles de l'auteur sur la question; en particulier on y trouvera une étude célèbre, parue autrefois dans un numéro spécial de la revue *Les Temps modernes* (n° 235 bis, juin 1967), sur le thème : *Le Conflit israélo-arabe*, et intitulé « Israël, fait colonial? ». Une très belle œuvre est celle d'Ilan HALEVI, *Question juive, la tribu, la loi, l'espace*, Éditions de Minuit, 1981; toujours dans l'optique anti-sioniste, on verra le témoignage émouvant de l'opposant marocain de confession juive, Abraham SERFATY, *Ecrits de prison sur la Palestine*, Arcantère, 1992. Des vues pénétrantes sur ce débat sont aussi celles d'un professeur d'histoire de réputation internationale, récemment décédé en Israël où il avait passé les dernières années de sa vie : on les trouvera dans J.-L. TALMON, *Destin d'Israël – L'Unique et l'Universel*, Calmann-Lévy, 1967, 2^e éd. Le témoignage d'un député israélien, de tendance modérée et en faveur d'un accommodement

rapide avec les Palestiniens, est celui d'Uri AVNERY, *Israël sans sionisme*, Seuil, 1968, à qui l'on doit aussi un autre essai intéressant : *Mon frère l'ennemi*, Édition Liana Lévi/Le Scribe, 1986.

Des vues plus passionnées dans le sens de l'antisionisme peuvent être trouvées chez Nathan WEINSTOCK, *Le Sionisme contre Israël*, Maspero, 1969, ainsi que chez les auteurs européens d'un ouvrage collectif : *Palestine et Liban – Promesses et mensonges de l'Occident*, L'Harmattan, 1977, qui regroupe les travaux d'un colloque organisé par le Centre protestant de l'Ouest. Non moins virulentes contre la politique actuelle du mouvement sioniste qui est confondue totalement avec celle de l'État israélien, sont les vues de l'ancien président du Congrès juif mondial, Nahum GOLDMANN ; on verra par exemple un long article de lui dans l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* du 25 juillet 1981 ; ses Mémoires, *Autobiographie*, ont été publiés chez Fayard, 1971. On pourra voir aussi Amos OZ, *Les Voix d'Israël*, Calmann-Lévy, 1983. On trouvera le point de vue d'un rabbin américain, militant antisioniste, chez Elmer BERGER, *The Jewish Dilemma*, The Devin-Adair Co, New York, 1946. Dans le même sens, toujours du judaïsme américain, Alfred M. LILIENTHAL, *What Price Israel ?*, Henry Regnery, Chicago, 1953. Dans l'optique du judaïsme orthodoxe et antisioniste, on rappellera l'ouvrage de Ruth BLAU, *Les gardiens de la Cité*, Flammarion, 1974 cité au chapitre 12, ainsi que l'ouvrage d'un célèbre linguiste américain, de confession juive et antisioniste, très concerné par le conflit israélo-arabe : Noam CHOMSKY : *Guerre et paix au Proche-Orient*, Belfond, 1974; on verra aussi les articles de Martin BUBER, cité dans le même contexte au chapitre 12.

Le soulèvement des enfants palestinien en Cisjordanie et à Gaza a donné lieu à un renouveau de réflexion dans les communautés juives occidentales sur l'avenir d'Israël ; en particulier aux États-Unis, de nombreuses personnalités juives libérales ont marqué leur désaccord profond avec la politique

israélienne. Ces interrogations semblent bien illustrées par l'ouvrage de J.-J. SERVAN-SCHREIBER, *Le Choix des Juifs*, Grasset, 1988. Elles ressortent aussi de l'ouvrage de D. GROSSMAN, *Le Vent jaune*, Le Seuil, 1988. Le point sur les différentes tendances du mouvement sioniste à l'œuvre dans la politique israélienne est fait dans E. BARNAVI, *Une histoire moderne d'Israël*, Flammarion, 1988. On rappellera ici tous les ouvrages cités au chapitre 22, en particulier celui d'Alain DIECKHOFF, *L'invention de la nation, Israël et la modernité politique*, Gallimard, 1993 et celui de Zeev STERNHELL, *Aux origines d'Israël. Entre nationalisme et socialisme*, Fayard, 1996.

Sur les nouveaux historiens israéliens qui tentent de rétablir les faits historiques quant à l'expulsion des Palestiniens au détriment du mythe d'une histoire sans tâche, on rappellera Dominique VIDAL, *Le péché origines d'Israël*, Les éditions de l'Atelier, 1998; cité au chapitre 12.

Sur la perception arabe de la colonisation et de l'implantation juive en Palestine, on doit à M. RODINSON un autre bel ouvrage : *Israël et le refus arabe – 75 ans d'histoire*, Seuil, 1968. Sous une plume arabe, on pourra lire Sami AL JOUNDI, *Le Drame palestinien – Pour sortir de l'impasse*, Fayard, 1969 ; on se reportera aussi à la bibliographie sur la Palestine, citée ci-dessus. Témoignages plus récents, celui de F. EL-ASMAR, *Etre arabe en Israël*, Casterman, 1981, et celui de R. SHEHADE, *Tenir bon, journal d'un Palestinien en Cisjordanie occupée*, Le Seuil, 1983 ; ainsi que I. SOUSS, *Lettre à un ami juif*, Le Seuil, 1988.

Pour s'informer sur la sensibilité israélienne vis-à-vis des Arabes, les ouvrages ne manquent pas, la plupart des dirigeants israéliens ayant écrit leurs Mémoires ou d'autres essais divers, traduits en plusieurs langues, en particulier Moshe DAYAN, *Histoire de ma vie*, Fayard, 1976, ainsi que *Journal de la campagne du Sinäi*, Fayard, 1966, et *Vivre avec la Bible*, Albin Michel, 1980 ; Abba

EBAN, *Autobiographie*, ainsi que *Mon peuple et mon pays*, Buchet-Chastel ; Yitzakh RABIN, *Mémoires*, Buchet-Chastel, 1980. Au chapitre 22, on trouvera cité les récits biographiques des dirigeants israéliens au pouvoir au cours des dernières années, y compris l'ouvrage de Simon PERES, *Le temps de la paix*, Odile Jacob, 1993, qui a tellement influencé l'approche de la paix par le biais de la coopération économique.

Sur l'invasion du Liban par Israël en 1982, nous possédons plusieurs ouvrages sous la plume de journalistes israéliens, très critiques à l'égard de la conduite des opérations, mais finalement peu émus par les ravages provoqués par cette invasion puis par les trois années d'occupation sur la population libanaise. On signalera ici Z. SCHIFF et E. YA'ARI, *Israel's Lebanon War*, Simon & Schuster, New York, 1982, ainsi que S. SCHIFFER, *Opération Boule de neige...*, *op. cit.* Par ailleurs les massacres de Sabra et Chatila en septembre 1982 par la milice phalangiste libanaise encadrée par l'armée israélienne ont fait l'objet d'un ouvrage d'A. KAPPELIOUK, *Enquête sur un massacre*, Le Seuil, 1983 ; on verra aussi I. HALEVI, *Israël, de la terreur au massacre d'État*, Papyrus, 1984. Le texte de la commission d'enquête israélienne qui conclura à la responsabilité indirecte de l'armée israélienne, en dépit du fait qu'elle se trouvait sur les lieux et donnait des ordres aux éléments phalangistes, a été publié en France sous le titre *Rapport de la commission Kahane – Texte intégral*, Stock, 1983. Sur les atrocités commises par l'armée israélienne au Liban, on pourra par contre se reporter au *Livre blanc sur l'agression israélienne au Liban*, préparé par l'Association internationale des juristes démocrates, Publisud, 1983. On signalera aussi l'ouvrage d'un ancien agent des services secrets israéliens, V. OSTROVSKY, *By Way of Deception*, St Martin Press, New York, 1990, ouvrage dont les autorités israéliennes ont tenté par divers moyens d'empêcher la parution.

Sur les accords de Camp David, on dispose de divers ouvrages dont le dernier livre de Moshe DAYAN, *Paix dans le désert* (compte rendu personnel des négociations de paix égypto-israéliennes), Fayard, 1981, est un document de premier ordre ; moins bien informé, mais non sans humour, est le livre du général Ezer WEIZMAN, *La Bataille pour la paix*, Hachette, 1981. Ce sont incontestablement les Mémoires de l'ancien président américain Jimmy Carter qui nous ont livré le meilleur compte rendu des négociations ayant mené aux accords ; ils jettent une lumière crue sur la facilité avec laquelle le président Sadate a cédé sur toute la ligne aux exigences du Premier ministre israélien de l'époque, Menahem Begin. Après *Mémoires d'un président*, Plon, 1984, J. CARTER a éprouvé le besoin de consacrer un ouvrage complet aux négociations de Camp David : *Le Sang d'Abraham*, éditions Londreys, 1986. On signalera aussi l'ouvrage d'un ancien et influent conseiller du président Carter pour les affaires du Moyen-Orient, personnalité modérée et respectée aux États-Unis comme dans les pays arabes : W. QUANDT, *Camp David : Peace Making and Politics*, The Brookings Institution, Washington, 1986. Du côté arabe, outre les Mémoires du président Sadate, , on dispose de Boutros Boutros GHALI, *Le chemin de Jérusalem*, Fayard, 1997; l'auteur, ancien Secrétaire Général des Nations-Unies, était à l'époque vice-ministre des Affaires étrangères de l'Égypte. Sur le même sujet, on pourra se reporter à Adel SAFTY, *From Camp David to the Gulf*, Black Rose Books, Montréal, 1992.

Sur les négociations, israélo-arabes, on pourra se reporter à Charles ENDERLIN, *Paix ou guerres : les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1997*, Stock, 1997, ainsi qu'à Xavier BARON, *Proche-Orient, du refus à la paix : les documents de référence*, Hachette, 1994 et à *Gaza-Jéricho. Une signature historique. Recueil de textes*, Editions de l'Aube, 1994. En langue arabe, on verra Mohammed Hassanein HEIKAL, *Al Moufawadat al sirriyya*

baina al 'arab wa Israël (Les négociations secrètes entre Arabes et israéliens), 3 volumes, Dar el Chomouk, Le Caire, 1996.

Sur les guerres israélo-arabes et le rôle des grandes puissances, on verra Hélène CARRERE-D'ENCAUSSE, *La Politique soviétique au Moyen-Orient 1950-1975*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n° 200, 1975 ; ainsi que William R. POLK, *The United States and the Arab World*, Harvard University Press, Londres, 1975, 3^e éd. ; on peut citer aussi *Soviet American Rivalry in the Middle East*, éd. par J. C. HUREWITZ, Praeger, New York, 1969 ; ainsi que W. LAQUEUR, *The Struggle for the Middle East*, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1969. Enfin, l'ouvrage d'A. FONTAINE, *Un seul lit pour deux rêves – Histoire de la « détente » 1962-1981*, Fayard, 1981, donne un compte rendu vivant de la guerre de 1967, de celle de 1973 et de la position des grandes puissances.

Sur la guerre d'octobre 1973, outre les Mémoires des dirigeants israéliens cités ci-dessus, on mentionnera W. LAQUEUR, *La Vraie Guerre du Kippour*, Calmann-Lévy, 1974, ainsi que J.-P. DERRIENNE, *Israël en guerre*, Armand Colin, 1974 ; d'un journaliste israélien de gauche bien connu, on verra Amnon KAPELIOUK, *Israël : la fin des mythes*, Albin Michel, 1975. Du côté arabe, outre les Mémoires du général El Shazly, cités au chapitre 11, on dispose de l'ouvrage de Muhammed H. HEIKAL, *The Road to Ramadan*, Collins, Londres, 1975, qui donne en outre de précieuses informations sur les relations syro-égyptiennes. L'auteur est un éditorialiste de grande réputation qui fut, du temps de Nasser, son porte-parole officieux ; du même auteur, sur le problème des relations égypto-russes, on citera *Le Sphinx et le Commissaire*, éditions Jeune Afrique, 1980 (édition originale en anglais sous le titre de *Sphinx and Commissar : The Rise and Fall of Soviet Influence in the Arab World*, Collins, Londres, 1978). Sur la diplomatie américaine après la guerre d'octobre, le meilleur ouvrage est celui de M. et B. KALB, *Kissinger – Ses origines, sa*

formation, son ascension, son apogée, Laffont, 1975 ; les Mémoires d'Henry Kissinger (*À la Maison-Blanche 1968-1973*, 2 vol., Fayard, 1979) sont bien sûr extrêmement éclairants, notamment sur la politique américaine au cours de la guerre d'usure sur le canal de Suez en 1969-1970.

Sur l'attitude de la France, gouvernements successifs et opinion publique, envers la position sioniste et le conflit israélo-arabe, on se reportera au travail extrêmement précis et méticuleux de Samir KASSIR et Farouk MARDAMBEY, *Itinéraire de Paix à Jérusalem. La France et le conflit israélo-arabe*, 2 volumes, Les livres de la Revue d'Etudes Palestiniennes, Paris, 1992.

Sur la guerre de 1956, de nombreux ouvrages existent en anglais, en particulier Anthony NUTTING, *No End of a Lesson : the Story of Suez*, Constable, Londres, 1967, ainsi que Edgar O'BALLANCE, *The Sinai Campaign 1956*, Faber and Faber, Londres, 1959, et K. LOVE, *Suez : the Twice-fought War*, Longman, Londres, 1970. En français, on verra Henri AZEAU, *Le Piège de Suez*, Laffont, 1964 ; on y ajoutera pour la guerre de juin 1967 Éric ROULEAU, Jean-Jacques HELD, Jean et Simone LACOUTURE, *Israël et les Arabes – Le 3^e combat*, Seuil, 1967.

Sur l'armée israélienne, on dispose désormais d'un ouvrage de référence monumental qui étudie les structures et le comportement de l'armée israélienne au cours des guerres israélo-arabes successives : Martin VAN CREVELD, *Tsahal, histoire critique de la force israélienne de défense*, Editions du Rocher, 1998. Les ouvrages récents sur le conflit israélo-arabe et l'évolution du sionisme et du judaïsme sont cités dans les chapitres de la troisième partie, en particulier, le chapitre 22.

On ne peut manquer pour terminer de citer à nouveau certaines des œuvres d'Arthur KOESTLER qui rendent bien l'atmosphère du conflit israélo-arabe,

notamment *La Tour d'Ezra* (1974), roman qui rend compte de la guerre de 1948 ; ainsi que *Analyse d'un miracle. Naissance d'Israël*, essai (1949), et *L'Ombre du dinosaure*, essai (1956), œuvres traduites et publiées chez Calmann-Lévy. De Koestler, toujours, *La Quête de l'absolu*, cité au chapitre 12, nous donne les textes principaux de son œuvre commentés par l'auteur (voir p. 265-299 pour ce qui concerne Israël et le judaïsme).

Enfin, pour s'informer sur le principal mythe antisémite, celui d'une conspiration juive mondiale, mythe de la chrétienté occidentale, actuellement exporté vers le Proche-Orient, l'ouvrage de base est celui de Norman COHN, *Histoire d'un mythe – La « conspiration » juive et les protocoles des Sages de Sion*, Gallimard, 1967.

V

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU PROCHE-ORIENT ARABE

DONNEES HISTORIQUES ET PERIODISATION

La gestion étatique socialisante en coopération avec l'union soviétique : 1956-1970

Insister sur les aspects divers de l'économie du Proche-Orient arabe, au cours des développements de l'ouvrage, aurait contribué à en alourdir le texte ; en particulier pour ce qui est des politiques économiques vigoureuses mises en œuvre par les régimes modernisants et socialisants en Égypte, Syrie et Irak, sous l'impulsion de l'idéologie nassérienne et de celle du parti Baath. En revanche, il était absolument nécessaire d'insister sur l'ampleur des effets socio-économiques et politiques du raz de marée pétrolier au Proche-Orient, qui a annulé en grande partie les résultats des efforts de développement accéléré et autocentré qui ont caractérisé en particulier la politique économique

du régime nassérien en Égypte et du régime baathiste en Syrie entre 1966 et 1973.

Ces politiques ont été basées dans les deux cas sur l'édification de grandes infrastructures. La construction de barrages géants avec l'aide de l'Union soviétique a constitué un symbole fondamental de libération économique réalisé dans un cadre « socialiste ». C'est pourquoi des polémiques intenses se sont développées autour de ces réalisations et de leur utilité pour l'économie nationale. Aussi bien en Égypte qu'en Syrie, les barrages ont fait l'objet de critiques virulentes quant à leur modalité d'exécution et aux effets néfastes qu'ils auraient entraînés sur l'équilibre écologique agricole des deux pays : disparition du limon nilotique en Égypte, indispensable à la fertilité des terres ; augmentation de la salinité des terres dans la Djézireh syrienne, réduisant aussi la fertilité.

En réalité, pour pouvoir juger avec quelque objectivité des réalisations des régimes progressistes arabes entre le milieu des années 1950 et le début des années 1970, il faut à nouveau mettre en perspective historique les politiques économiques mises en œuvre durant cette période. C'est en effet sur le mode colonial que s'est développée l'économie du Proche-Orient arabe depuis la fin du règne de Mohammed Ali au milieu du XIX^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle. Affermée aux sociétés européennes, l'économie du Proche-Orient s'est certes modernisée durant cette période, mais dans la dépendance financière, technique et commerciale la plus stricte. Les bienfaits de cette modernisation ont surtout profité aux colonies européennes implantées au Proche-Orient et dont le nombre augmente considérablement entre 1850 et 1950, ainsi qu'à une élite locale restreinte associée à la prospérité coloniale.

Durant les années 1930, un capitalisme local, industriel, agraire et commercial, commence à émerger timidement, notamment en Égypte ; il se développe à la faveur de la Seconde Guerre mondiale où les besoins des armées alliées et la

mobilisation de toutes les ressources européennes à l'effort de guerre lui donnent les moyens d'un nouvel essor. Une bourgeoisie locale existe donc au début des années 1950 ; elle vit en étroite symbiose avec les grands propriétaires terriens et l'aristocratie traditionnelle qui détient la plus grande part du pouvoir politique local. Cette bourgeoisie est certes nationaliste ; mais sa base sociale est encore trop faible, ses assises économiques insuffisantes, et en conséquence ses intérêts trop intimement liés aux forces traditionnelles dominantes, compromises avec l'étranger depuis des générations. Elle ne pourra donc pas elle-même être à la source du changement économique et social que la société arabe attend avec impatience après l'acquisition de l'indépendance ; elle ne sera pas non plus en mesure d'offrir aux officiers qui prennent le pouvoir en Syrie en 1949, puis en Égypte en 1952, enfin en Irak en 1958 les moyens du changement socio-économique auquel ils aspirent. L'Occident capitaliste ayant par ailleurs été peu sensible à ces aspirations, parce que trop préoccupé de lutte contre la « subversion » communiste dans une conjoncture très marquée par la guerre froide, les nouvelles élites militaires vont se tourner vers l'Union soviétique, pour s'assurer des moyens de promouvoir un développement économique rapide.

Cette orientation est au départ plutôt contraire à l'idéologie des militaires, pour la plupart grands admirateurs de la société et de la technologie de l'Occident capitaliste, et en outre méfiants vis-à-vis du marxisme. Mais le soutien croissant apporté par les puissances occidentales à l'État d'Israël, leur refus de fournir des armes aux pays arabes vont pousser le Proche-Orient dans les bras de l'Union soviétique. Les États-Unis ont bien exigé en 1956 le retrait des troupes française, anglaise, et israélienne ayant tenté d'envahir l'Égypte, mais il semble qu'il soit trop tard. La fièvre nationaliste déclenchée par la nationalisation du canal de Suez, puis l'agression tripartite vont pousser les principaux pays du Proche-Orient arabe dans un climat « socialiste » propice à la généralisation des nationalisations. Les bourgeoisies locales et l'aristocratie

terrienne ont très mal réagi d'ailleurs aux premières mesures de réforme agraire et de développement du secteur public. Le président Nasser, qui a introduit ces premières réformes en Syrie aussi à la faveur de l'Union syro-égyptienne réalisée en 1958, accusera la grande bourgeoisie de connivence avec la « féodalité » d'avoir pour cela saboté l'Union en 1961. À partir de cette date, la tendance à l'étatisation de l'économie devient irrésistible en Égypte ; elle dominera à son tour en Syrie à partir de 1963 et surtout de 1966 au fur et à mesure que les militaires d'obédience baathiste consolideront leur pouvoir. Le développement de la coopération économique avec l'Union soviétique en est un complément naturel. Le mouvement sera renversé à partir du début des années 1970, à la faveur des changements politiques généraux qui ont été largement analysés (chapitres 7 et 9).

Le bilan de la période étatiste présente des aspects contrastés, dont on ne peut ici évoquer que les traits généraux. C'est incontestablement sur le plan socioculturel que les réalisations ont été les plus impressionnantes au départ : généralisation de l'éducation, accès gratuit au système scolaire étatique, développement de l'enseignement universitaire jusque-là resté le privilège d'une élite ; démocratisation des soins médicaux par extension de la médecine publique gratuite ; augmentation des opportunités d'emplois stables et donc de promotion sociale par le développement considérable du secteur public industriel et administratif ; la généralisation de l'éducation féminine et l'intégration des femmes dans la vie active sont aussi, dans ce contexte, un élément important d'augmentation des niveaux de vie dans les familles où désormais plusieurs salaires viennent gonfler le budget des ménages, donnant accès à des modes de consommation jusque-là interdits aux larges couches de petite-bourgeoisie urbaine.

Le développement économique général n'a malheureusement pas été suffisant pour justifier ces importantes améliorations de niveaux de vie, d'autant plus

coûteuses que les taux d'accroissement démographique ont été partout extrêmement élevés (plus de 3 % par an en moyenne). Les infrastructures socio-éducatives n'ont jamais pu en fait se développer à un rythme suffisant, qualitativement et quantitativement, pour assurer la couverture gratuite des besoins de la population. D'où non seulement la permanence du phénomène de l'analphabétisation, mais aussi une baisse générale du niveau éducatif et un surencombrement des infrastructures médicales. Il faut ajouter, dans le cas de l'Égypte, l'insuffisance criante des infrastructures urbaines et leur délabrement, face à une urbanisation accélérée du fait d'un exode rural irrésistible. Cet exode affecte aussi la Syrie et l'Irak.

Dans aucun des trois pays en effet, les réformes agraires et les grands travaux d'hydraulique n'ont réussi à résoudre la misère paysanne. Les réseaux de coopératives mis en place pour aider les paysans attributaires n'ont profité qu'aux couches d'agriculteurs aisés qui en ont fait des instruments dociles entre leurs mains. Faute de moyens, les paysans pauvres, ouvriers agricoles, métayers, ou petits propriétaires, ont dû renoncer à exploiter les lots attribués par les opérations de réforme agraire. Les attributions ont partout été très lentes ; de même que l'extension des réseaux d'irrigation hydraulique.

Tous ces blocages de la « modernisation » seront évidemment mis sur le compte de l'étatisme du socialisme et de la coopération avec l'Union soviétique, ce qui facilitera le basculement au cours de la période ultérieure vers l'ouverture au capitalisme occidental, le desserrement de l'étatisation et l'encouragement du secteur privé local.

Pourtant, le bilan a d'autres aspects positifs. En Égypte, l'industrialisation connaît dans les années 1960-1965 un essor important sous l'impulsion étatique ; le pays parvient même à exporter vers l'Afrique des produits industriels en quantités non négligeables, tout en fournissant un marché local

avide de consommation et où les produits étrangers ont disparu. Le rythme de croissance économique de l'Égypte atteint durant cette période 6 à 7 % par an de façon continue, ce qui est remarquable pour une économie jusque-là étroitement dépendante de la demande internationale de coton et du niveau des prix de cette matière première sur les marchés mondiaux. L'achèvement des travaux du haut barrage d'Assouan permet de disposer d'importantes quantités d'énergie électrique pour alimenter cet effort d'industrialisation et électrifier les campagnes, élément important de niveau de vie. Ce « décollage » économique est brisé par la guerre du Yémen d'abord, où l'Égypte à partir de 1963 soutient les forces républicaines contre les forces royalistes jouissant de l'appui de l'Arabie Saoudite ; puis par la défaite de 1967 et surtout la guerre d'usure que cherche à mener l'Égypte contre Israël dans la zone du canal de Suez, et qui lui coûte très cher en destructions économiques du fait des représailles israéliennes.

En Syrie, l'équipe d'officiers « gauchisants » qui s'empare du pouvoir en 1966 mènera une œuvre remarquable dans le domaine des infrastructures : développement des ports de Lattaquié et de Tartous, rénovation et extension notable du réseau ferroviaire jusqu'alors très primitif, désenclavement des zones isolées par extension du réseau routier en parallèle avec le réseau ferroviaire ; construction d'un aéroport international à Damas ; mise en route de la construction du haut barrage sur l'Euphrate ; développement des maigres ressources pétrolières du pays et construction d'une raffinerie, ce qui permet aujourd'hui à la Syrie de produire dix millions de tonnes de pétrole. En Irak aussi, comme en Syrie, grâce à la coopération russe, le pays parviendra à doubler sa production pétrolière, malgré le boycottage des grandes sociétés pétrolières depuis les lois du général Kassem en 1961, annulant les concessions pétrolières non exploitées. C'est aussi durant le régime nassérien que commence en Égypte une politique de prospection pétrolière active, mais cette

fois avec le concours de sociétés américaines, politique qui permet aujourd'hui à l'Égypte d'avoir une production de vingt millions de tonnes.

Il est en fait difficile de porter un jugement sur les résultats de cette période ; les expériences ont en effet été trop courtes ou du moins brutalement contrariées par l'évolution militaire et politique générale du Proche-Orient et la toute-puissance du facteur pétrolier qui domine la période s'ouvrant au début des années 1970. On reste frappé cependant de la vulnérabilité de la renaissance économique nassérienne ; mais comme dans le cas de celle de Mohammed Ali au siècle passé, il semble bien que ce soit une expansion militaire prématurée hors d'Égypte (guerre du Yémen) puis des faux calculs dans la confrontation avec Israël qui causent l'effondrement de la base industrielle servant de support à toute la politique de développement économique et social aut centrée et étatique. Si on ne doit pas méconnaître les réalisations de cette gestion, il faut néanmoins en reconnaître les limites qui sont celles même de l'horizon sociopolitique des dirigeants de l'époque, analysé en détail au cours de l'ouvrage.

*La gestion par la rente pétrolière en coopération avec l'occident capitaliste :
1970-1980*

La gestion socio-économique du Proche-Orient arabe par la richesse financière en provenance du secteur pétrolier, qui prend la relève de la gestion étatique socialisante, ne paraît en tout cas guère plus heureuse. Elle a été évoquée à grands traits au cours de l'ouvrage ; on s'y attardera donc moins. Il faut certes relever à son actif une extraordinaire augmentation des niveaux de consommation dans l'ensemble du Proche-Orient arabe ; cette augmentation est financée par les aides des pays arabes exportateurs de pétrole aux pays dits du « champ de bataille » (Syrie, Égypte, Jordanie) qui ont vu leurs territoires occupés en 1967, mais aussi par les remises considérables des émigrés de ces pays, partis travailler dans les pays pétroliers. Le desserrement des contrôles à

l'importation et celui de la réglementation des changes, ainsi que la libéralisation des règlements à l'émigration, sinon même l'encouragement comme dans le cas de l'Égypte, permettent la libre circulation des flux financiers et des biens de consommation. On a évoqué à plusieurs reprises cette politique dite de la « porte ouverte », célèbre surtout dans l'Égypte de Sadate, mais opérante aussi en Syrie.

En revanche les aspects négatifs de cette période ne se comptent plus. En premier lieu, l'inflation qui se propage en s'accéléralant et en s'amplifiant de la Péninsule pétrolière aux autres pays. Dans des pays habitués à une stabilité séculaire du niveau des prix, les bouleversements sociaux sont considérables. La solution est dans cette émigration sauvage vers les pays exportateurs de pétrole où les fabuleux projets de développement permis par le quadruplement des prix de l'or noir à la fin de 1973 offrent toutes sortes d'opportunités, depuis des emplois non qualifiés jusqu'aux hauts postes d'encadrement, en passant par toutes les combines et tous les miracles qui permettent de s'enrichir rapidement. Du coup, l'Égypte, la Syrie, le Liban, la Jordanie sont vidés de leurs meilleurs cadres : instituteurs, fonctionnaires, médecins, professeurs d'université, avocats, entrepreneurs, ingénieurs, banquiers... Hémorragie lourde de conséquences dans ces pays déjà traditionnellement mal administrés.

En second lieu, la porte ouverte aux capitaux et aux sociétés étrangers provoque le déchaînement local de la spéculation foncière. D'abord, les nouveaux riches des pays pétroliers qui peuvent enfin acheter ou faire construire à Damas ou au Caire, capitales prestigieuses pour ces hommes du désert, immeubles de luxe ou de rapport ; mais aussi les sociétés étrangères qui voient un marché extraordinaire par son surpeuplement s'ouvrir à nouveau à elles, en sus du marché de la Péninsule sous-peuplée, mais où tout est encore à faire. Des fortunes locales colossales se feront ainsi à débiter des appartements et des bureaux à des acquéreurs qu'aucun niveau de prix ne rebute. Il en résulte

une formidable crise du logement qui frappe jusqu'aujourd'hui les classes moyennes et populaires.

Inflation, émigration vers la Péninsule, présence massive des sociétés étrangères et des nouveaux riches du pétrole : cela crée trop d'affaires véreuses, de spéculations immorales, d'argent facile et de corruption, dans des pays où le revenu moyen de l'agriculteur pauvre, du petit fonctionnaire et de l'employé ou du cadre moyen oscille entre cent et deux cent cinquante dollars par mois. Seuls épargnés dans ces couches sociales, les ouvriers du secteur privé, en particulier les ouvriers spécialisés, car l'émigration vers le Golfe a été telle dans cette catégorie socio-professionnelle que ceux qui restent sur place voient leurs salaires grimper rapidement du fait d'une très forte demande locale, dans le bâtiment en particulier.

La rage de consommer se répand dans toute la société arabe par contagion. Les pays de la Péninsule sont une énorme vitrine, un supermarché géant de tous les produits et gadgets de la société de consommation occidentale et japonaise ; les émigrés ramènent au pays les derniers-nés de l'électronique japonaise ou allemande. Après l'austérité de la période précédente, l'appétit de consommation paraît inépuisable ; il continue jusqu'aujourd'hui. La contrepartie, c'est évidemment le déclin de l'industrie locale, incapable de concurrencer en qualité et en quantité l'industrie étrangère, paralysée souvent par le manque de cadres compétents et intègres du fait de l'émigration ainsi que par la détérioration des rapports avec l'Union soviétique dans le cas de l'Égypte. C'est aussi, dans beaucoup de cas, le déclin de l'agriculture qui prend des proportions dramatiques à l'échelle du monde arabe dont la production alimentaire ne couvre plus que 50 % des besoins de la consommation ; vingt ans auparavant la production agricole arabe couvrait plus de 80 % des besoins alimentaires.

En réalité, si le secteur pétrolier et les flux financiers qu'il dégage sont retirés des statistiques du produit national des pays du Proche-Orient, ce serait une baisse de la production nationale qu'on pourrait constater dans beaucoup de cas. En effet, pratiquement partout, le secteur agricole et le secteur industriel voient leur part baisser dans le produit national au profit du secteur minier et du secteur des services qui n'est qu'une excroissance de la prospérité pétrolière. Secteur pétrolier exclu, le revenu national par tête d'habitant dans l'ensemble du monde arabe a augmenté en moyenne moins que dans les autres pays du tiers monde, notamment en Amérique latine et en Asie. Dans l'ensemble des productions intérieures brutes des pays arabes, celles des pays pétroliers représentent 75 % du total en 1979 ; le secteur des industries de transformation ne représente que 8,1 % des produits nationaux des pays arabes (avec un maximum de 16 % pour l'Égypte), et l'industrie de transformation arabe dans son ensemble ne représente que 0,20 % de l'industrie mondiale. Secteur pétrolier exclu, le revenu moyen par tête d'habitant dans l'ensemble des pays arabes ne dépasse pas en 1979 mille dollars par an, contre une fourchette de 8 000 à 14 000 dollars pour les pays industrialisés capitalistes (à l'exception de l'Irlande, de l'Italie et de la Grande-Bretagne dont le produit par tête est respectivement de 4 210, 5 250 et 6 320 dollars). Secteur pétrolier inclus, le total des revenus nationaux arabes en 1979 représente 301 milliards de dollars, soit moins d'un tiers de celui du Japon (1 019 milliards) pour une population d'un tiers plus élevée, un peu plus de la moitié de celui de la France (531 milliards) pour une population trois fois plus élevée ; en réalité il excède à peine le revenu national italien (298 milliards).

Incontestablement, le pétrole a permis l'augmentation des niveaux de vie, mais de façon très inégale ; en contrepartie, il a bloqué un développement économique véritable basé sur une industrialisation en profondeur et une modernisation agricole efficace. Il a de plus créé une formidable dépendance extérieure qui rend l'économie du Proche-Orient plus vulnérable que jamais.

*La chute des prix pétroliers et les blocages**de la croissance économique: 1980-1990*

La révolution iranienne en 1979 va provoquer une nouvelle flambée des prix pétroliers. À la fin de cette année et au début de 1980, les prix du baril atteindront jusqu'à \$ 40. Partout dans le monde arabe, en dépit des craintes ou des espoirs que suscite la révolution iranienne, une nouvelle vague de prospérité financière enrichit les élites dirigeantes ; les mouvements des mains-d'œuvre des pays arabes pauvres vers les pays arabes riches connaissent un nouvel essor. En particulier, l'Irak fait appel à la main-d'œuvre égyptienne pour son agriculture comme pour les autres secteurs de l'économie ; la mobilisation militaire dans la guerre contre l'Iran crée en effet de vastes besoins de main-d'œuvre en Irak. Plus d'un million d'Égyptiens se rendront de la sorte en Irak.

À partir de 1982 cependant, les revenus pétroliers des pays arabes vont stagner puis progressivement chuter. Le marché pétrolier se retourne du fait d'une réduction de la consommation dans les pays industrialisés et du développement de nouveaux gisements pétroliers, cependant que l'Arabie Saoudite inondera le marché de pétrole grâce à une capacité de production poussée jusqu'à 10,5 millions de barils/jour. À partir de 1985/1986 c'est l'effondrement total des prix qui tomberont jusqu'à \$ 8/9 le baril avant de se relever lentement vers une fourchette de \$ 13 à 18. Même des pays comme l'Arabie Saoudite connaîtront une crise économique grave. Les capacités de paiement du monde arabe sont très profondément entamées et le niveau des importations baisse d'environ 30 à 40 %.

Le redistribution de la rente pétrolière que pratiquaient les pays de la Péninsule arabique aux pays arabes plus pauvres est réduite au minimum d'autant qu'il faut financer l'Irak dans sa guerre contre l'Iran ou les différentes causes « islamiques » que défend l'Arabie Saoudite, en particulier la résistance afghane. Beaucoup de travailleurs arabes émigrés dans les pays exportateurs de pétrole sont contraints de rentrer chez eux, souvent dans des conditions d'expulsion directe, tels les Tunisiens en Libye ou les Égyptiens en Irak. Les graves difficultés financières, les dettes accumulées au cours des années de prospérité pétrolière ne peuvent plus être remboursées. À la fin 1987, les dettes extérieures des pays arabes, pays pétroliers de la Péninsule arabique exclus, se montent à \$ 138 milliards (dettes militaires irakiennes exclues) contre \$ 75 milliards en 1980. Le service annuel de cette dette représente plus du quart des exportations de ces pays ; les moratoires et rééchelonnements de dette se succèdent avec leurs kyrielles de programmes d'ajustement et de stabilisation sous l'égide du Fonds monétaire international, programmes qui entraînent souvent émeutes et désordres à la suite des augmentations de prix des produits de première nécessité stipulées dans ces programmes.

Face à une croissance démographique qui continue d'être toujours très élevée, le P.N.B. de l'ensemble des pays arabes a connu une stagnation totale entre 1980 et 1987, voire même une légère réduction, puisqu'il décline de \$ 378 milliards à \$ 372 milliards entre ces deux dates. Durant la même période, la population des États de la Ligue arabe est passée de 162 millions d'habitants à 202 millions, soit une augmentation de 25 %. Le P.N.B. total des pays arabes à la fin des années 1980, en dépit de l'existence des richesses pétrolières, reste encore dramatiquement inférieur au P.N.B. d'un seul des grands pays européens industrialisés. Ce fait à lui seul résume toutes les situations de tensions entre l'Occident et le monde arabe qui atteignent leur paroxysme avec l'invasion du Koweït par l'Irak. La situation économique d'ensemble des pays

du Proche-Orient au milieu des années quatre vingt dix a été examinée au chapitre 21.

BIBLIOGRAPHIE

Dans le domaine économique, la bibliographie en langue française est encore plus pauvre que dans le domaine historique et anthropologique. Les ouvrages d'ensemble font presque totalement défaut, sauf pour ce qui concerne le XIX^e siècle où la question de la dette publique ottomane et de la dette publique égyptienne présentaient pour la France un intérêt diplomatique et financier majeur.

Ouvrages généraux

On signalera cependant un « Que sais-je ? » de J. BEAUJEU-GARNIER, *L'Économie du Moyen-Orient*, 1969, 3^e éd. Un ouvrage classique est celui de Z. Y. HERSHLAG, *Introduction to the Modern Economic History of the Middle East*, E. J. Brill, Leiden, 1964. On doit aussi signaler deux ouvrages collectifs : *Studies in the Economic History of the Middle East – From the Rise of Islam to Present Day*, M. A. COOK, éd. Oxford University Press, Londres, 1970 ; et *Economic History of the Middle East 1800-1914*, Charles ISSAWI éd., University of Chicago Press, 1966. On mentionnera aussi R. OWEN, *The Middle East in the World Economy, 1800-1914*, Methuen, London, 1981.

On ne peut manquer de signaler le travail exhaustif en deux volumes de l'un des doyens des études économiques du Proche-Orient, Yusif A. SAYIGH, *The Economics of the Arab World*, et *The Determinants of Arab Economic Development*, Croom Helm, Londres, 1978 ; le premier volume étudie en détail et avec une grande richesse statistique l'évolution économique des douze pays arabes les plus importants entre 1945 et 1976 ; toutefois le tableau d'ensemble est beaucoup trop optimiste. En français, ~~vient de paraître~~ un ouvrage collectif reprenant les communications présentées à un colloque tenu à l'université de

Louvain en 1978 décrit sur le thème les stratégies du développement dans le monde arabe. Il s'agit de *Monde arabe et développement économique*, Bichara KHADER, coordinateur, Le Sycomore, 1981. Par ailleurs, le C.N.R.S. français vient de publier a publié une présentation des travaux en français sur l'économie des pays arabes : *L'Économie des pays arabes – Présentation thématique des travaux de la période 1979-1984*, sous la direction de Chantal BERNARD, éd. du C.N.R.S., 1988. Plus récent, on rappellera l'ouvrage collectif, *L'économie de la paix au Proche-Orient*, cité au chapitre 21. On pourra se reporter pour un bilan récent des économies arabes et celle de la Turquie et de l'Iran à l'ouvrage collectif *Economic Challenges facing Middle Eastern and North Africa Countries. Alternatives Futures*, sous la direction de Nemat SHAFIK, Macmillan Press Ltd, Londres, 1998. Sur les programmes d'ajustement structurels et les politiques de privatisations, on se reportera à *Economic Transition in the Middle East. Global Challenges and Adjustment Startegies*, sous la direction de Heba HANDOUSSA, The Amerian University in Cairo Press, Le Caire, 1997, ainsi qu'à *Privatization and Structural Adjustment in the Arab Countries*, sous la direction de Said EL-NAGGAR, Fonds Monétaire International, Washington, 1989, ainsi qu'à *Investment Policies in the Arab countries*, sous la même direction, Fonds Monétaire International, 1990. En français, on mentionnera, *Economie et stratégie dans le monde arabe et musulman*, sous la direction d'André VALMONT, Editions EMAM, 1993. On pourra consulter aussi Sabah NAAOUSH, *Economie et Finances des pays arabes*, Editions Al Qalam, Paris, 1994.

Sur l'économie égyptienne depuis son ouverture sur l'économie mondiale après la fin du nassérisme et l'avènement du règne d'Anouar el Sadate, on pourra voir le bel ouvrage collectif, *L'économie égyptienne. Libéralisation et insertion dans le marché mondial*, sous la direction de Louis BLIN, L'Harmattan, 1993, qui montre bien comment l'économie de ce pays reste prisonnière de l'économie de rente. Sur l'économie syrienne, on pourra consulter Abdelkader

SID AHMED, *Economie politique de la transition dans les pays en développement : le cas de la Syrie*, Publisud, 1996, qui montre aussi combien l'économie syrienne, en dépit d'une libéralisation relative reste prisonnière de la rente agricole et pétrolière.

Les travaux d'un Colloque tenu à Damas montrent dans toute leur ampleur les problèmes de pauvreté dans le monde arabe : *Preventing and Eradicating Poverty. Report on the expert's meeting on poverty alleviation and sustainable livelihoods in the Arab States*, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), New York, 1996.

Un instrument de travail indispensable est constitué par le *Rapport Economique Arabe conjoint* que publient ensemble annuellement le Fonds Monétaire Arabe et le Fonds de Développement économique et social arabe; par ailleurs, le Secrétariat Général de l'Union des Chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des pays arabes, dont le siège est à Beyrouth, publie aussi chaque année une revue de l'économie des pays arabes en langue arabe et anglaise sous le titre *Arab Economic Report*.

Période coloniale

Un très bel ouvrage, devenu la référence classique pour cette période, est celui de Jean DUCRUET, *Les Capitaux européens au Proche-Orient*, P.U.F., 1964, qui contient une abondante bibliographie. Deux œuvres en langue anglaise concernant l'Égypte coloniale ont acquis une notoriété pour cette période : D. S. LANDES, *Bankers and Pashas*, *op. cit.* au chapitre 1, p. 40, et John MARLOWE, *Spoiling the Egyptians*, André Deutsch, Londres. Toujours sur l'Égypte on trouvera une abondante bibliographie dans A. ABDEL MALEK, *Idéologie et renaissance nationale...*, *op. cit.* à l'annexe I, p. 422 (notamment la première partie sur l'évolution économique et les transformations sociales) ; de même une œuvre précieuse est celle de J. BERQUE, *L'Égypte – impérialisme et*

révolution, Gallimard, 1967, très richement ornée de références bibliographiques. Non moins riche et d'une écriture élégante, mais concernant le Liban, citons ici D. CHEVALLIER, *La Société du Mont-Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, op. cit., chap. 6, p. 197. On signalera à nouveau l'ouvrage de Roger OWEN, *The Middle East in the World Economy 1800-1914*, Methuen, Londres, 1980.

Période post-coloniale jusqu'à la fin des années 1970

Le meilleur ouvrage est collectif : *Economic Development and Population Growth in the Middle East*, Charles A. COOPER and Sidney S. ALEXANDER ed., Elsevier Publishing Co, New York, 1972, qui couvre l'Égypte, Israël, le Liban, la Jordanie, l'Irak, la Syrie, la Péninsule arabique. On ne dispose malheureusement en langue française d'aucun ouvrage équivalent. C'est pour l'Égypte encore une fois que l'on dispose des travaux plus exhaustifs, mais toujours en langue anglaise. On se référera en particulier à Robert MABRO, *The Egyptian Economy 1952-1972*, Oxford University Press, Londres, 1974 ; à Ch. ISSAWI, *Egypt in Revolution, An Economic Analysis*, Oxford University Press, Londres, 1963 ; Patrick K. O'BRIEN, *The Revolution in Egypt's Economic System*, Oxford University Press, Londres, 1966. Sur les réformes agraires, l'ouvrage de base est celui de Doreen WARRINER, *Land Reform and Development in the Middle East ; Study of Egypt, Syria and Iraq*, Oxford University Press, Londres, 1962. Il est évidemment dommage de ne plus pouvoir se procurer le remarquable petit ouvrage d'E. TEILHAC, *Economie politique pour les Arabes*, op. cit. au chapitre 7, p. 247. Un autre beau travail est celui de Galal A. AMIN, *The Modernization of Poverty. A Study in the Political Economy of Growth in Nine Arab Countries, 1945-1970*, E. J. Brill, Leiden, 1974.

On trouvera évidemment dans les bibliographies par pays des œuvres traitant partiellement ou entièrement du développement économique au cours de cette période.

Période de domination du secteur pétrolier sur l'évolution économique

Pétrole, crise pétrolière et l'O.P.E.P.

Il existe une abondante littérature « pétrolière ». On se contentera ici de quelques ouvrages clés. Sur l'O.P.E.P., un « Que sais-je ? » donne l'essentiel, bien qu'en surestimant la puissance de l'organisation et en sous-estimant celle du marché pétrolier : Lioubomir MIHAILOVITCH et Jean-Jacques PLUCHART, *L'O.P.E.P.*, P.U.F., 1980. Dans les collections de vulgarisation, on verra aussi Denis BAUCHARD, *Le Jeu mondial des pétroliers*, Seuil, 1970, et Daniel DURAND, *La Politique pétrolière internationale*, P.U.F., collection « Que sais-je ? », 1962, 2^e éd., ainsi que André NOUSCHI, *Luttes pétrolières au Proche-Orient*, Flammarion, « Questions d'histoire », 1972. Le meilleur ouvrage en langue française, pour comprendre le retournement du marché pétrolier mondial entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, est celui de Jean-Marie CHEVALIER, *Le Nouvel Enjeu pétrolier*, Calmann-Lévy, 1973. En langue anglaise, un livre lumineux qui explique bien comment les compagnies pétrolières ont poussé à la hausse des prix est celui de John M. BLAIR, *The Control of Oil*, The Macmillan Press Ltd., Londres, 1976. Très éclairants sont aussi les ouvrages de Michael TANZER, *The Political Economy of International Oil and the Underdeveloped Countries*, Beacon Press, Boston, 1969, et *The Energy Crisis : World Struggle for Power and Wealth*, Monthly Review Press, Londres, 1974. Un ouvrage collectif reprend les travaux d'un important séminaire tenu à l'université d'Oxford à la fin de 1979 : *World Energy – Issues and Policies* (Proceedings of the First Oxford Energy Seminar), R. MABRO éd., Oxford University Press, Londres, 1980. Plus facile d'accès est la longue interview, parue sous forme d'ouvrage, d'un des experts pétroliers arabes : Nicolas SARKIS, *Le Pétrole à l'heure arabe*, Stock, 1975. Solide et très bien

documenté est l'ouvrage d'un économiste algérien, Abdelkader SID-AHMED, *L'O.P.E.P. Passé, présent et perspectives (Éléments pour une économie politique des économies rentières)*, Office des publications universitaires, Alger, et Economica, Paris, 1980. Ce travail a l'avantage de comporter d'importants développements sur les économies des pays pétroliers en sus de l'analyse de l'évolution du marché pétrolier mondial. Du même auteur, *Développement sans croissance: l'expérience des économies pétrolières du Tiers Monde*, Publisud, 1983. On signalera aussi R.P. MATTIONE, *OPEC'S Investments and the International Financial System*, The Brookings Institution, Washington, 1984 ; ainsi que Ibrahim F.I. SHIHATA. *Un autre visage de l'OPEP, l'aide financière au Tiers-monde*, Longman, Londres, 1982 et Yusif A. SAYIGH, *Arab Oil Policies in the 1970s*, Croom Helm, Londres, 1983. Pour un ouvrage plus récent qui fait le point du rôle du facteur pétrolier dans la guerre du Golfe, on se reportera à Louis BLIN, *Le pétrole du Golfe. Guerre et paix au Moyen-Orient*, Maison-Neuve et Larose, 1996. Sur la chute des prix du pétrole au cours des années quatre-vingt, on pourra lire G. CORM, « Les pays arabes face au contre-choc pétrolier », *Politique industrielle*, N° 14, Hiver 1989.

La réforme de l'ordre économique international et le dialogue Nord-Sud.

Le lecteur s'intéressera peut-être à cette question que la crise pétrolière a fait émerger au grand jour. Un ouvrage de base remarquablement documenté et écrit de façon fort élégante est celui de Mohammed BEDJAOUI, représentant de l'Algérie aux Nations unies, précédemment ambassadeur à Paris : *Pour un nouvel ordre économique international*, UNESCO, Paris, 1979. De plus, rien n'est plus instructif que la lecture des deux grands dossiers préparés par le gouvernement algérien, l'un à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies au printemps 1974 convoquée au nom des pays non-alignés par le président Boumediene : *Le Pétrole, les matières de base et de développement* (en deux volumes) ; l'autre à l'occasion du sommet

des chefs d'État des pays de l'O.P.E.P., tenu à Alger au printemps 1975 et qui a été le prélude à l'ouverture du dialogue Nord-Sud : *Conférence des souverains et chefs d'État des pays membres de l'O.P.E.P.* On peut se procurer ces documents auprès des ambassades algériennes (versions arabe et anglaise disponibles).

Un ouvrage exhaustif et bien documenté est celui de A. SID-AHMED, *Nord-Sud : les Enjeux* (Théorie et pratique du nouvel ordre économique international), éditions Publisud, 1981.

Les effets du pétrole sur les économies arabes.

Sur la période précédant l'explosion des prix pétroliers, on pourra voir A. GHOZALI et N. SARKIS, *Pétrole et Développement économique au Moyen-Orient*, Mouton, 1968 ; ainsi que Ch. ISSAWI et M. YEGANEH, *The Economics of Middle Eastern Oil*, Faber and Faber, Londres, 1962.

Un ouvrage d'ensemble sur les conséquences de l'augmentation des prix pétroliers est celui de A. SID-AHMED, *L'Économie arabe à l'heure des surplus pétroliers*, Cahiers de l'Institut des sciences mathématiques et économiques appliquées (I.S.M.E.A.), série F, n° 26, 1975. Plus orienté sur de possibles perspectives révolutionnaires est l'ouvrage d'un économiste de l'université de Grenoble dont l'Institut de recherches économiques a contribué à formuler certaines des thèses tiers-mondistes : Michel CHATELUS, *Stratégie pour le Moyen-Orient*, Calmann-Lévy, 1974. Encore plus dans l'optique révolutionnaire, il faut signaler un ouvrage qui a connu un certain succès en raison d'une documentation importante mise en perspective de façon peu classique : Fred HALLIDAY, *Arabia without Sultans*, Penguin Books, Londres, 1975, 2^e éd. ; on doit au même auteur un ouvrage non moins pertinent par certains côtés : *Iran — Dictatorship and Development*, Penguin Books, Londres, 1979. Dans le même sens, les analyses de l'ex-président de l'Iran,

Abol-Hassan BANISADR, *Quelle révolution pour l'Iran*, Fayolle, 1980. Ces analyses sur le déracinement économique et l'aliénation que provoquent les flux pétroliers peuvent évidemment s'appliquer à l'ensemble des pays exportateurs de pétrole, aussi bien en Amérique latine qu'en Afrique ou au Moyen-Orient. Les limites de ces analyses sont que le problème est beaucoup plus complexe que la seule nature des régimes politiques en cause.

De Yusif SAYIGH, d'un format et d'un prix nettement plus abordables que les deux volumes cités ci-dessus, p. ..., un ouvrage, préparé à l'occasion du centenaire de l'Arab Bank Ltd., présente en outre l'avantage de montrer sans fard et dans toute son ampleur la vulnérabilité des économies arabes : *The Arab Economy – Past Performance and Future Prospects*, Oxford University Press, Londres, 1982. Du même auteur, en arabe, on signalera deux belles études récentes, *Al tanmia al 'arabia: min koussour al madi ila hages al mustakbal* (Le développement arabe: des erreurs passées à l'angoisse de l'avenir), Mountada al fikr al arabi, Amman, 1996 et *Al tanmia al 'assia. Min al taba'iyya ilal 'itimad 'alal nafs fils watan al 'arabi* (Le développement inapprivoisé. De la dépendance à la capacité de compter sur ses propres forces dans le monde arabe), Markaz dirassat al wahda al 'arabia, Beyrouth, 1992. Le lecteur arabophone pourra se référer en outre à deux ouvrages de G. CORM : *Al Iktissad al 'arabi amàm al tahhadi – Diràssat fil iktissadiat al naft wal màl wal teknologia* (« L'économie arabe au déficit – Études sur l'économie pétrolière, financière et technologique »), Dar Al Tali'at, Beyrouth, 1977 ; *Al tanmiat al mafkouda – Diràssat fil azmat al hadària wal tanmawia al 'arabia* (« Le développement introuvable – Études sur la crise de civilisation et de développement arabe »), Dar Al Tali'at, Beyrouth, 1981.

Il faut aussi rappeler la belle étude du Fonds arabe de développement économique et social, dont le siège est à Koweït, et que nous avons citée ci-dessus.

Sur les problèmes financiers posés par l'afflux des recettes pétrolières, on verra G. CORM, « Effets monétaires et financiers pour les pays arabes du rajustement des prix du pétrole » ainsi que « Éléments d'une stratégie financière pour les pays arabes », dans *Proche-Orient, Études économiques*, revue de la faculté des sciences économiques et de gestion des entreprises de l'université Saint-Joseph de Beyrouth, n° 17, mai-décembre 1975, qui comprend aussi des articles consacrés à l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Émirats du Golfe arabe. Un ouvrage classique à caractère journalistique sur les avoirs financiers des pays arabes exportateurs de pétrole est celui de Michael FIELD, *Cent millions de dollars par jour*, Fayard, 1975 (original en anglais sous le titre de : *A Hundred Million Dollars a day : inside the World of Middle East Money*, Sidgwick, Londres) ; moins connu, sur le même thème, on verra Andrew DUNCAN, *Money Rush*, Hutchinson et C°, Londres, 1979 ; sans parler bien sûr du célèbre roman-fiction sur les pétrodollars *Crash 79*, de Paul ERDMAN (*Le Krach de 1979*, Olivier Orban, 1977).

Pour qui voudrait pousser plus avant l'analyse des blocages du développement sur le plan de l'acquisition de capacités autonomes de maîtrise technologique par la société arabe, il faudra se rapporter aux travaux de trois séminaires organisés par la Commission économique pour l'Asie et l'Ouest (E.C.W.A.) des Nations unies et dont les travaux ont été publiés : *Technology Transfer and Change in the Arab World*, A. B. ZAHLAN éd., Pergamon Press, Oxford, 1978 ; *The Arab Brain Drain*, Ithaca Press, Londres, 1981 ; *Technology Policies in the Arab States* (à paraître). On verra aussi A. B. ZAHLAN, *Science and Science Policy in the Arab World*, Croom Helm, Londres, 1980. Il faut signaler aussi une étude intéressante d'un politologue américain, Clement Henry MOORE, *Images of Development – Egyptian Engineers in Search of Industry*, The MIT Press, Londres, 1980; dans le même sens, on verra l'ouvrage collectif, *Bâtisseurs et Bureaucrates. Ingénieurs et Société au Maghreb et au Moyen-Orient*, Maison de l'orient, Etudes sur le Monde Arabe N°4, Lyon, 1990. Enfin,

le Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC) à Beyrouth a produit une série de monographies en langue française sur les industries et les politiques industrielles des pays de la région ; on verra en particulier celle de François RIVIER (avec la collaboration de G. CLAISSE et A. SHAMMAS), *Industrie et politiques industrielles en Égypte*, 1979, ainsi que celle de Makram SADER, *Le Développement industriel de l'Irak* ; celle de Jean HANNOYER et Michel SEURAT, *État et secteur public industriel en Syrie* ; de même l'ouvrage collectif : *Industrialisation et changement social dans l'Orient arabe*. Toujours parmi les études du CERMOC, il faut signaler : Philippe FARGUES, *Réserves de main-d'œuvre et rente pétrolière — Étude démographique des migrations de travail vers les pays arabes du Golfe*, 1980, ainsi que *Migrations et changements sociaux dans l'Orient arabe* (Beyrouth, 1985) et *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machrek* (Beyrouth, 1985).

Une note d'optimisme dans ce sombre tableau des blocages du développement et de la modernisation que le pétrole a amplifiés peut être trouvée dans une étude de M. P. MARTIN, s.j., « Égypte : les modes informels du changement », dans *Études*, avril 1980, Paris ; l'analyse est ici basée sur la constatation d'une renaissance des secteurs de petite industrie et de petit artisanat dans les campagnes égyptiennes, grâce à l'afflux de transferts des émigrés égyptiens dans les pays pétroliers qui atteignent aujourd'hui environ deux milliards et demi de dollars.

En langue anglaise, on pourra se reporter à Alan RICHARD et John WATERBURY, *A political Economy of the Middle East*, Westview Press, Oxford, 1996, ouvrage qui fait un bilan assez complet des évolutions socio-économique du monde arabe au cours des dernières décades. On pourra voir aussi l'ouvrage collectif déjà cité, *Economic Challenges facing the Middle Eastern and North African Countries*.

Sur la mode des institutions financières dites islamiques, on peut trouver plusieurs ouvrages qui présentent le plus souvent sans approche critique les nouvelles institutions d'inspiration saoudienne, en omettant de citer les scandales et faillites de certaines de ces banques dites islamiques, ainsi Stephanie PARIGI, *Des Banques Islamiques*, Ramsay, 1989. On verra cependant Michel GALLOUX, *Finance islamique et pouvoir politique. Le cas de l'Égypte moderne*, PUF, 1997.

VI

BIBLIOGRAPHIE PAR PAYS

C'est évidemment la bibliographie sur l'Égypte qui est la plus abondante et la plus intéressante. En revanche, les bons ouvrages sont rares sur les autres pays, en particulier sur l'Irak où la plupart des ouvrages récents se sont contentés de décrire les méfaits de la dictature de Saddam Hussein, sans chercher à analyser les causes sociologiques et géopolitiques qui ont permis l'installation de ce régime cruel. Sur les pays de la Péninsule, la littérature anglo-saxonne est importante ; en langue française, on assiste à un début timide de rédaction d'ouvrages consistants. On se concentrera donc surtout sur les références principales concernant les pays du Proche-Orient arabe au sens strict¹, d'autant que l'annexe précédente donne un certain nombre de références sur les questions pétrolières qui sont le plus souvent valables pour les pays de la Péninsule arabique. On donnera cependant quelques références sur les pays de la Péninsule, ainsi que sur l'Irak, la Jordanie, la Libye et l'Algérie, pays dont les politiques ont influencé l'évolution de la société du Proche-Orient arabe au cours de la période étudiée.

Les détenteurs de l'« Encyclopaedia Universalis » trouveront de très bonnes études par des spécialistes sur les pays concernés.

L'ÉGYPTE

En langue française, deux noms dominant la littérature sur l'Égypte contemporaine, celui d'Anouar ABDEL MALEK, sociologue égyptien marxisant vivant à Paris depuis de nombreuses années, et celui de Jean LACOUTURE, essayiste, journaliste et écrivain de réputation internationale. Du premier on a déjà cité précédemment, *Idéologie et renaissance nationale*, qui contient de riches références bibliographiques ; on y ajoutera un ouvrage antérieur, plus connu que celui qui vient d'être cité, il s'agit de *Égypte, société militaire*, Seuil, 1962. On doit citer aussi d'un autre marxiste égyptien une œuvre bien connue parue sous un pseudonyme : Hassan RIAD, *L'Égypte nassérienne*, éditions de Minuit, 1964 ; l'auteur en est Samir AMIN, une des principales figures du marxisme tiers-mondiste en matière d'économie. Plus à gauche encore est l'ouvrage déjà cité de Mahmoud HUSSEIN, *La Lutte des classes en Égypte*, qui est un pamphlet antinassérien.

Pour ce qui est de Jean LACOUTURE, le lecteur dispose de deux ouvrages de base sur la période nassérienne suivie avec sympathie par l'auteur et son épouse : Jean et Simone LACOUTURE, *L'Égypte en mouvement*, Seuil, 1962, 2^e éd. ; et Jean LACOUTURE, *Nasser*, Seuil, 1971. On doit citer aussi l'œuvre d'un journaliste suisse, fervent admirateur du président Nasser : Georges VAUCHER, *Gamal Abdel Nasser et son équipe*, 2 vol., Julliard, 1959-1960.

Sur la période précédant le nassérisme, le lecteur se rapportera au très bel ouvrage de J. BERQUE, déjà cité, *Égypte, impérialisme et révolution*. On verra aussi Marcel COLOMBE, *L'Évolution de l'Égypte : 1924-1950*, Maisonneuve, 1951. L'ouvrage exhaustif sur l'histoire de l'Égypte est évidemment celui publié sous la direction de Georges HANOTAUX, *L'Histoire de la nation égyptienne*, 7 vol., Plon, 1931-1937.

On trouvera aussi une bonne bibliographie et une agréable mise en perspective de l'histoire de l'Égypte depuis 1945 chez El KOSHERI MAHFOUZ, *Socialisme et pouvoir en Égypte*, R. Pichon et R. Durand, Auzias, 1972. Sur la période saint-simonienne de l'Égypte, on doit mentionner Rouchdi FAKKAR, *Reflets de la sociologie prémarxiste dans le monde arabe. Idées progressistes et pratiques industrielles des saints-simoniens en Algérie et en Égypte au XIX^e siècle*, Geuthner, 1974.

Le point de l'évolution de l'Égypte depuis le début du XIX^e siècle jusqu'aujourd'hui, sur les plans sociaux, économiques, politiques, culturels et religieux, peut être trouvé dans un ouvrage collectif récent du C.N.R.S. : *L'Égypte d'aujourd'hui – Permanence et changements 1805-1976*, éditions du C.N.R.S., 1977. On pourra aussi consulter « Égypte – Recompositions », *Peuples méditerranéens*, n° 41-42, oct. 1987-mars 1988.

Sur la période sadatienne, encore très mal saisie, on dispose en français d'un ouvrage hypercritique d'un marxiste égyptien, très proche de la Libye : Ghali SHOUKRI, *Égypte et contre-révolution*, Le Sycomore, 1979 ; on pourra aussi se reporter à l'ouvrage de Pierre MIREL, *l'Égypte des ruptures*, Sindbad, 1982. En revanche, en langue anglaise, un ouvrage de deux journalistes anglais, correspondants de presse au Moyen-Orient, s'efforce de pénétrer la logique du comportement du président Sadate : David HIRST and Irène BEESON, *Sadat*, Faber and Faber, Londres, 1981.

À signaler enfin d'une des spécialistes de l'Égypte contemporaine, un « Que sais-je ? », Nada TOMICHE, *L'Égypte moderne*, P.U.F., 1976.

En langue anglaise la bibliographie sur l'Égypte est considérable ; on se contentera ici de citer : Tom LITTLE, *Modern Egypt*, New York, 1967 ; P. J. VATIKIOTIS, *A Modern History of Egypt*, Weindenfeld and Nicolson, Londres, 1980 (éd. revue et augmentée) ; ainsi que Nadav SAFRAN, *Egypt in*

Search of a Political Community. An Analysis of the Intellectual and Political Evolution of Egypt, 1804-1952, Oxford University Press, Londres, 1961.

Sur l'économie égyptienne, les principaux ouvrages ont été déjà cités ci-dessus

LA SYRIE

Deux ouvrages comblent un vide extraordinaire pour ce qui est des études sur ce pays, qui est pourtant un élément clé de l'évolution du Proche-Orient arabe. Il s'agit tout d'abord de celui de Claude PALAZZOLI, *La Syrie – Le rêve et la rupture*, Le Sycomore, 1977, ouvrage clair et agréable d'un universitaire français, professeur de droit, et ayant séjourné au Liban et au Maroc. L'autre ouvrage est collectif, résultat de travaux du groupe de chercheurs du Centre d'études et de recherches sur l'Orient arabe contemporain : *La Syrie d'aujourd'hui*, éditions du C.N.R.S., 1980. Comme l'ouvrage sur l'Égypte, il couvre divers aspects de l'évolution de la société syrienne, à travers des contributions de spécialistes. Plus récent, on citera C. KAMINSKY et S. KRUK, *La Syrie : politique et stratégie – de 1966 à nos jours*, P.U.F., 1987. On doit à L. BITTERLIN, animateur de l'Association de solidarité franco-arabe, une biographie du chef de l'État syrien : *Hafez el-Assad. Le parcours d'un combattant*, Éditions du Jaguar, 1986. De même, on verra Daniel LE GAC, *La Syrie du Général Assad*, Editions Complexe, 1991.

Un ouvrage en anglais, dû à un diplomate hollandais, fournit une étude précise et détaillée sur la classe dirigeante syrienne actuelle et son ascension vers le pouvoir depuis le début des années 1960 : Nikolaos VAN DAM, *The Struggle for Power in Syria – Sectarianism, Regionalism and Tribalism in Politics, 1961-1978*, Croom Helm Ltd., Londres, 1979 (réédité en 1997). On verra aussi Derek HOPWOOD, *Syria - 1945-1986*, Unwin Hyman, Londres, 1988.

Pour trouver d'autres ouvrages sur la Syrie, il faut remonter aux années 1960 ; il s'agit donc le plus souvent d'œuvres épuisées. On citera Rizkallah HILAN, *Culture et développement en Syrie et dans les pays attardés*, Anthropos, 1969 ; Edouard SAAB, *Syrie, la révolution dans la rancœur*, Julliard, 1968 ; l'auteur, journaliste libanais de renom, correspondant du *Monde* au Liban, a trouvé la mort en 1976 durant les troubles libanais ; l'ouvrage de référence sur la Syrie après 1945 a longtemps été celui de Patrick SEALE, *The Struggle for Syria – A Study of Post-War Arab Politics 1945-1958*, Oxford University Press, Londres, 1965 ; l'auteur en est un journaliste britannique dont les opinions ont toujours été hautement appréciées. On reste cependant étonné de sa publication récente d'une biographie monumentale et plutôt apologétique de Hafez Assad, chef de l'État syrien, sous le titre *Asad - The Struggle for the Middle East*, I.B. Tauris and C°, Londres, 1988.

Sur la période du mandat français, il existe de nombreuses œuvres d'auteurs français sur la Syrie et le Liban, mais ce sont des ouvrages de circonstances. La seule étude exhaustive est due à un officier britannique, spécialisé dans les affaires du Moyen-Orient : Stephen H. LONGRIGG, *Syria and Lebanon under French Mandate*, Oxford University Press, Londres, 1958. On doit aussi à Albert HOURANI un ouvrage de base : *Syria and Lebanon. A Political Essay*, Oxford University Press, Londres, 1954, 3^e éd. Récemment la bibliothèque anglo-saxonne s'est encore enrichie de P. KHOURY, *Syria and the French Mandate - The Politics of Arab Nationalism, 1920-1945*, Princeton University Press, 1987.

En français, les ouvrages historiques de base sur la Syrie sont aujourd'hui épuisés, en particulier H. LAMMENS s.j., *La Syrie – Précis historique*, 2 vol., Imprimerie catholique, Beyrouth, 1971 ; et Jacques WEULERSSE, *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*, Gallimard, 1946 ; de même, l'œuvre classique

d'Edmond RABBATH, *Unité syrienne et devenir arabe*, Paris, 1937, ainsi que son autre ouvrage sur la Syrie : *L'Évolution politique de la Syrie sous mandat*, Paris, 1928.

On ne manquera pas de signaler enfin le « Que sais-je ? » de Philippe RONDOT, *La Syrie* P.U.F., 1978.

Sur les rapports conflictuels entre l'Irak et la Syrie, gouvernés par des branches rivales du parti Ba'ath qui prône l'unité arabe, on se reportera à Eberhard KIENLE, *Ba'th v Ba't. The Conflict between Syria and Iraq 1968-1989*, I.B. Tauris, 1990.

LE LIBAN

Des indications bibliographiques sur le Liban sont plus difficiles à donner en raison de l'abondance relative des œuvres disponibles, dont la qualité cependant est très inégale.

À titre d'ouvrages de base, on citera le très remarquable ouvrage d'Edmond RABBATH, *La Formation historique du Liban politique et constitutionnel – Essai de synthèse*, Publications de l'université libanaise (Distribution : Librairie orientale), Beyrouth, 1973 ; ainsi que Pierre RONDOT, *Les Institutions politiques du Liban*, Paris, 1947 ; de même, on pourra voir Charles RIZK, *Le Régime politique libanais*, R. Pichon et R. Durand-Auzias, 1966 ; ainsi que A. N. MESSARA, *Le Modèle politique libanais et sa survie – Essai sur la classification et l'aménagement d'un système consociatif*, Publications de l'Université libanaise, Beyrouth, 1983. Un travail très éclairant sur la politique de la France vis-à-vis du Liban et qui bouscule bien des idées reçues et des images d'épinal, est celui de Gérard KHOURY, *La France et l'Orient arabe. Naissance du Liban moderne 1914-1920*, Armand Colin, 1993. De G. CORM, on mentionnera : *Contribution à l'étude des sociétés multiconfessionnelles...*, déjà cité et qui contient un appendice consacré au Liban. Un panorama des

communautés libanaises peut être trouvé dans L.-C. DE BAR, *Les Communautés confessionnelles du Liban*, éditions Recherches sur les civilisations, 1983.

Sur le plan historique, on dispose de l'ouvrage de Jacques NANTET, *L'Histoire du Liban*, éditions de Minuit, 1963, très incomplet et très impartial en raison d'une optique exclusivement centrée sur les communautés chrétiennes du Liban et leur rapport à la France, mais surtout de l'ouvrage de base de D. CHEVALLIER, *La Société du Mont-Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, déjà cité au chapitre 6. De même il faut citer Toufic TOUMA, *Paysans et institutions féodales chez les Druzes et les maronites du Liban du XVIII^e siècle à 1914*, 2 vol., Publications de l'université libanaise, Beyrouth, 1971 ; ainsi que Souad ABOU EL-ROUSSE SLIM, *Le métayage et l'impôt au Mont-Liban. XVIII^e et XIX^e siècle*, Dar el Machrek, Beyrouth, 1987, et Michael GILSENAN, *Lords of the Lebanese marches. Violence & Narrative in an Arab Society*, I.B. Tauris, Londres, 1977, très belle monographie sur la région du Akkar, caractérisée par la permanence des apports féodaux et de type clientéliste. On se rapportera aussi à Adel ISMAIL, *Histoire du Liban du XVII^e siècle à nos jours*, dont seuls deux volumes sont parus, les tomes I, *Le Liban au temps de Fakhr-ed-din Iji (1590-1633)*, Maisonneuve, 1955, et IV, *Redressement et déclin du féodalisme libanais (1840-1861)*, Beyrouth, 1958. On citera, en anglais, Philip HITTI, *Lebanon in History*, Macmillan, Londres, 1967, 3^e éd. ; ainsi que Kamal S. SALIBI, *The Modern History of Lebanon*, Praeger, New York, 1964 ; l'auteur est un historien libanais fort réputé, longtemps professeur à l'Université américaine de Beyrouth. Un travail fort intéressant de critique historique est celui de A. BEYDOUN, *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains*, Publications de l'Université libanaise, Beyrouth, 1984. En langue arabe on dispose depuis peu d'une collection de textes de l'historien libanais Youssef Ibrahim YAZBECK, *Al jouzour al tarikhia lill harb al lubnania* (Les racines

historiques de la guerre du Liban), Naufal, Beyrouth, 1993; on lira aussi avec profit les analyses de Mahdi AMEL, *L'Etat confessionnel. Le cas libanais*, Editions la Brèche, 1996 (traduction d'un ouvrage écrit en arabe par l'une des grandes figure du marxisme libanais).

On conseillera aussi sur l'analyse de l'Etat communautaire Antoun SAADE (fondateur libanais du Parti populaire syrien, jugé, condamné à mort et exécuté par l'Etat libanais), *Fil Masala al lubnaniah* (La question libanaise), Dar Fikr lill abhath wal nashr, 1991 et Safia Antoun SAADE (professeur à l'Université libanaise et fille d'Antoun Saadé), *The social Structure of Lebanon. Democracy or Servitude*, Edition Dar an-Nahar, Beyrouth, 1993. Sur les problèmes d'écriture de l'histoire libanaise, comme sur l'ensemble des données du conflit, on pourra aussi se reporter à G. CORM, *Liban : les guerres de l'Europe et de l'Orient. 1840-1992*, Folio/actuel, Gallimard, 1992.

Sur le Liban à l'issue de la guerre, on pourra voir l'ouvrage collectif, *Le Liban aujourd'hui*, Direction Fadia KIWAN, CNRS éditions, 1993, ainsi que *La vie publique au Liban, Expressions et recompositions du politique*, Les Cahiers du CERMOC, N° 18, Beyrouth, 1997, ainsi que NAWAF SALAM, *La condition libanaise. Communauté, citoyen, Etat*, Editions Dar An-Nahar, 1998 ; on pourra aussi se reporter à *Lebanon in Limbo. Postwar Society and State in an uncertain regional environment*, ouvrage collectif sous la direction de Theodor HANF et Nawaf SALAM, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, 2003, ainsi qu'à Elizabeth PICARD, *Les habits neufs du communautarisme libanais...*

Deux ouvrages d'histoire du Liban sacrifient à la mode de démontrer que la République libanaise dans sa genèse même portait en elle les germes de sa désintégration, disculpant de la sorte les interventions extérieures brutales dans l'éclatement du Liban, qu'il s'agisse d'Israël, de l'O.L.P., de la Syrie ou de

l'Iran. L'un de ces ouvrages est dû à K. SALIBI : *Une maison aux nombreuses demeures. L'identité libanaise dans le creuset de l'histoire*, Nawfal, Paris, 1989 (original en anglais sous le titre *A House of Many Mansions – The History of Lebanon Reconsidered*, I. B. Tauris, London, 1988). L'autre est de la plume d'un historien israélien et porte surtout sur l'histoire du Liban sous mandat français, il s'agit de M. ZAMIR, *The Formation of Modern Lebanon*, Cornell University Press, London, 1988. Ces deux livres ne sont pas sans avoir eu un certain retentissement, car ils peuvent apaiser les angoisses de ceux qu'indignent encore les violences commises à l'encontre des Libanais, en tentant de démontrer que le bébé était dès l'origine condamné à cette mort lente et douloureuse. On signalera aussi Helena COBBAN, *The Making of Modern Lebanon*, Hutchinson, Londres, 1985.

Sur le plan économique, on consultera le volumineux rapport de la mission d'experts, dirigée par le R. P. Lebreton que le général Chéhab avait fait venir au Liban à la suite des troubles de 1958 : *Besoins et possibilités de développement du Liban*, 3 vol., publiés par le ministère du Plan de la République libanaise, Beyrouth, 1960-1961 ; une version abrégée a été publiée sous le titre : *Le Liban face à son développement*, Institut de formation en vue du développement, Beyrouth, 1963. Une critique des travaux de cette mission d'experts peut être trouvée dans G. CORM, *Politique économique et planification au Liban 1953-1963*, Beyrouth, 1964.

L'ouvrage de base en matière socio-économique est celui de Claude DUBAR et Salim NASR, *Les Classes sociales au Liban*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n° 204, 1976, bien qu'un usage souvent tendancieux soit fait de ses données socio-économiques incomplètes pour justifier certaines thèses partisans, en particulier la thèse d'une petite minorité de chrétiens exploitant les masses musulmanes, thèse remise en perspective dans notre *Le Liban contemporain*, *op. cit.* Plus récent, sur le plan de l'analyse socio-

économique, on se reportera à Kamal HAMDAN, *Le conflit libanais. Communautés religieuses, classes sociales et identité nationale*, Institut de Recherches des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD), Carnet éditions, Genève, 1997, ouvrage très clair et prenant suffisamment de recul. Sur le bilan de la guerre en termes économiques, on se reportera à Boutros LABAKI et Khalil ABOU RJEILY, *Bilan des guerres du Liban, 1975-1990*, L'Harmattan, 1993 ainsi que Robert KASPARIAN, André BEAUDOIN et Sélim ABOU, *La population déplacée par la guerre au Liban*, L'Harmattan, 1995, cités au chapitre 20, ainsi qu'à Nicolas CHAMMAS, *L'avenir socio-économique du Liban en questions. Eléments de réponse*, Harvard Business School-Club of Lebanon, Beyrouth, 1995, qui a le courage de préconiser une série de réformes d'inspiration sociale-démocrates dans le climat de spéculations effrénées et déstructurées engendrées par les plans de reconstruction du Premier ministre libanais. Une critique acerbe du très médiatique premier ministre libanais qui a imposé une reconstruction très controversée du centre de Beyrouth est faite par Henri EDDE, *Le liban d'où je viens*, Buchet/Chastel, Paris, 1997; l'auteur fut l'architecte en chef du projet de reconstruction entre 1990 et 1994. Pour une analyse du rôle de l'Etat avant la guerre, on se reportera à l'ouvrage d'Albert DAGHER, *L'Etat et l'économie au Liban, action gouvernementale et finances publiques de l'indépendance à 1975*, Les Cahiers du CERMOC, N° 12, Beyrouth, 1995. Un point récent des problèmes de reconstruction peut être trouvé dans un numéro de la revue *Confluences Méditerranée* sous le thème « Liban, Etat et société : la reconstruction difficile », N° 67, Automne 2003, Paris.

Les œuvres sur les événements depuis 1975 sont nombreuses et de maigre qualité ; certaines sont des pamphlets polémiques frisant l'hystérie, ainsi Virgil GHEORGHIU, *Christ au Liban, de Moïse aux Palestiniens*, Plon, 1979. Sur le plan documentaire, le meilleur ouvrage dont on dispose est celui d'un jeune jésuite aux positions proches du parti phalangiste : René CHAMUSSY,

Chronique d'une guerre – Liban 1975-1977, Desclée, 1978. Plus nuancé et rendant compte des sensibilités des diverses parties en cause, est BENASSAR, *Anatomie d'une guerre et d'une occupation – Événements du Liban de 1975 à 1978*, éditions Galilée, 1978. Dans un prisme de gauche, on pourra lire Albert BOURGI et Pierre WEISS, *Les Complots libanais – Guerre ou paix au Proche-Orient*, Berger-Levrault, 1978, ouvrage bien informé sur les rivalités à l'intérieur du camp de la gauche libanaise et arabe. Toujours sur la guerre, on verra Jean SARKIS, *Histoire de la guerre du Liban*, PUF, 1993, qui couvre toutes les étapes de la guerre, y compris la dernière période où la conclusions des Accords de Taëff entraîne un dernier regain de violence avant la stabilisation définitive dans le contexte de l'effondrement de l'URSS et de la Guerre du Golfe; l'auteur montre bien le rôle déstabilisateur joué par l'Arabie saoudite dans les affaires libanaises. D'une lecture agréable et simple, donnant l'atmosphère des troubles vue par une bourgeoise de Beyrouth aux sympathies palestiniennes et pan-arabes, est l'ouvrage de Lina TABBARA, *Survivre dans Beyrouth*, Olivier Orban, 1977. Toujours dans le style chronique, on recommandera aussi Jean Said MAKDISI, *Beirut Fragments. A War Memoir*, Persea Book, New York, 1990 et la très belle traduction du roman de Georges FARCHAKH, *Oum Farés, une mère dans la tourmente libanaise*, Publisud, 1995; de même l'ouvrage de Joseph YAZIGI, *La guerre libanaise*, Messidor/Editions sociales, 1991 est le témoignage précieux d'un magistrat pris dans la tourmente des événements et qui s'obstine à faire son devoir dans les conditions les plus difficiles. Dramatique et dure est la longue interview de Kamal Joumlatt, *Pour le Liban*, déjà citée au chapitre 11, où toutefois l'histoire des maronites est sérieusement déformée sous le coup de la passion. En revanche, pour s'informer à la source sur le point de vue du christianisme politique de droite au Liban, on dispose de deux ouvrages de l'ancien président de la République (1952-1958), Camille CHAMOUN, *Crise au Moyen-Orient*, Gallimard, 1963, qui porte sur la crise de 1958, et *Crise au Liban*, Beyrouth, 1977, qui concerne les troubles de 1975-1976. Plus récent, on pourra citer le

panégyrique inconditionnel de Bachir Gemayel sous la plume d'un jésuite libanais, actuellement recteur de l'université Saint-Joseph, S. ABOU, *Béchir Gemayel ou l'esprit d'un peuple*, Anthropos, 1984. Si l'on pouvait encore se faire des illusions sur la personnalité et la moralité du héros si éphémère de la « droite » libanaise, deux ouvrages sont ravageurs à son endroit, l'un israélien, l'autre américain : S. SHIFFER, *Opération Boule de Neige – Les secrets de l'intervention israélienne au Liban*, J.-C. Lattès, 1984, et B. WOODWARD, *C.I.A. – Guerres secrètes 1981-1987*, Stock, 1987.

On dispose en langue française d'un ouvrage de facture sérieuse, informatif et bien écrit, sous la plume d'une universitaire française connaissant bien le Liban, il s'agit de E. Picard, *Liban, État de discorde. Des fondations aux guerres fratricides*, Flammarion, 1988. Même si l'ouvrage noircit un peu trop l'image de l'État et la société libanaise d'avant-guerre, il tranche agréablement par rapport à l'insipidité ou au sensationnel de mauvais goût de la plupart des nombreux essais de journalistes français ou étrangers sur les événements du Liban. Plus récent et dans la même veine que l'ouvrage précédent, on verra N. PICAUDOU, *La Déchirure libanaise*, Édition Complexe, 1989. On mentionnera aussi G. TUENI, *Une guerre pour les autres*, J.-C. Lattès, 1985 ; il s'agit en fait des réflexions d'une personnalité politique libanaise proche des présidents Elias Sarkis (1976-1982) et Amine Gemayel (1982-1988), et ayant étroitement participé aux événements en tant que représentant du Liban aux Nations unies sous E. Sarkis et, en tant que conseiller d'A. Gemayel. Le témoignage de l'ambassadeur de France à Beyrouth lors de l'invasion israélienne et durant toute la période dramatique qui l'a suivie se trouve avoir un titre non moins éloquent que l'ouvrage précédent : P.-M. HENRY, *Les Jardiniers de l'enfer*, éditions Olivier Orban, 1984 ; le lecteur peu informé aura du mal cependant à reconnaître ces « jardiniers », vraisemblablement les phalangistes. Un autre témoignage d'ambassadeur de France à Beyrouth est celui de Paul BLANC, *Le Liban entre la guerre et l'oubli*, L'Harmattan, 1992;

l'auteur était en poste à Beyrouth lors des événements dramatiques de la « Guerre de libération » du Général Aoun.

Sur l'équipée du Général Aoun cherchant à secouer la tutelle syrienne, on se reportera à Carole DAGHER, *Les paris du Général*, FMA, Beyrouth, 1992; ainsi qu'à Daniel RONDEAU, *Chronique du Liban rebelle 1988-1990*, Grasset, 1991 et aux mémoires de l'ambassadeur du Liban à Washington à l'époque, Abdallah BOUHABIB, *Al Daou al akhdar* (le feu vert), Sharikat al matbou'at lill tawzi wal nashr, Beyrouth, 1991.

Par ailleurs signalons un livre fondamental mais mal connu parce que s'inscrivant à l'encontre des conformismes sur le Liban, T. SICKING S. J., *Religion et développement – étude comparée de deux villages libanais*, université Saint-Joseph, faculté des lettres et sciences humaines, Dar el-Machrek éditeurs, Beyrouth, 1984 ; à signaler aussi le bel ouvrage historique sur le début de la période mandataire de G. KHOURY, *Mémoire de l'aube – Chroniques libanaises*, Publisud, 1987, qui devrait faire tomber certains préjugés tenaces sur les maronites. Le meilleur instrument de travail pour s'informer sur la communauté maronite, sa psychologie, ses institutions, son histoire et son insertion profonde dans l'Orient arabe est celui de Y. MOUBARAK dont nous avons déjà cité les principales œuvres concernant le dialogue islamo-chrétien dans la bibliographie générale (section pluralisme religieux et minorités au Proche-Orient) ; il s'agit de *Pentalogie antiochienne – Domaine maronite*, 5 volumes, éditions le Cénacle libanais, Beyrouth, 1984. Cette œuvre trop peu connue du public français permet par ailleurs de s'informer sur de nombreux aspects de l'histoire libanaise à travers des documents difficilement accessibles ; là aussi les thèses extrémistes du parti phalangiste sur les chrétiens libanais ou les absurdités des nouvelles idéologies islamiques libanaises ne résistent guère à ce panorama historique complet offert, documents à l'appui, par cette pentalogie. Sur l'attitude des

communautés chrétiennes dans les événements depuis 1975, il est important de signaler la publication des résultats d'un sondage d'opinion mené en profondeur auprès de diverses catégories socio-professionnelles, *La Nouvelle Société libanaise dans la perception des Fa'aliyat (Decision -Makers) des communautés chrétiennes*, Bibliothèque de l'Université Saint-Esprit, Kaslik - Liban, 1984, 3 vol. A signaler aussi du grand poète libanais de langue française qui fut aussi un diplomate respecté, salah STETIE, *Liban pluriel, essai sur une culture conviviale*, Naufal, Beyrouth, 1994.

Une bibliographie des ouvrages sur les événements du Liban a été réalisée par A. NAAMAN, *La Guerre libanaise (1975-1985), essai bibliographique*, Maison Naaman pour la Culture, Beyrouth, 1985. Enfin, l'Institut français des relations internationales a publié les principaux textes d'un colloque organisé sous ses auspices à Paris en mai 1986, sous le titre *Liban : espoirs et réalités*, sous la direction de B. KODMANI-DARWISH, IFRI, 1987. Les travaux d'un colloque tenu à Washington dans le cadre du Centre d'études arabes contemporaines de l'université de Georgetown ont été publiés sous le titre *Toward a Viable Lebanon*, Halim BARAKAT, éd. Croom Helm, Londres, 1988. Toujours dans les colloques, il faut mentionner *Lebanon. A history of conflict and consensus*. N. SHAHADI et D. HAFFAR MILLS éd., The Center for Lebanese Studies et I. B. Tauris & C°, Londres, 1988. Enfin, les actes d'un colloque tenu à Paris en mai 1989 au Centre de formation des journalistes sur *L'Avenir du Liban dans le contexte régional et international* ont été publiés par les Éditions E.D.I. (sous la direction de P. BALTA et G. CORM). On ne peut oublier de mentionner, *Peace for Lebanon. From war to Reconstruction*, sous la direction de Deirdre COLLINGS, Boulder & London, 1994, qui reprend les contributions à quatre colloques organisés par l'Institut Canadien pour la paix et la sécurité (CIPPS) en 1990 et 1991. Signalons aussi un ouvrage bien documenté sur le sud du Liban de J. SEGUIN, *Le Liban-Sud : espace périphérique, espace convoité*, L'Harmattan, Paris, 1989 ; ainsi qu'une belle étude de l'invasion israélienne de

1982 de G. EL EZZI, *L'Invasion israélienne du Liban – Origines, finalités et effets pervers*, L'Harmattan, 1990. On dispose depuis peu d'un ouvrage très documenté sur les négociations intensives qui ont eu lieu suite à l'invasion israélienne de 1982 pour faire sortir l'OLP du Liban et rétablir, sans succès la souveraineté du Liban ; ces négociations ont été menées par Philip Habib, vétéran de la diplomatie américaine, d'origine libanaise, aujourd'hui décédé. Un historique très minutieux en est fait par John BOYKIN, *Cursed is the Peacemaker. The American Diplomat versus the Israeli General ; Beirut 1982*, I.B. Applegate Press, Etats-Unis, 2002. On signalera enfin Fadia NASSIF TAR KOVACS, *Les rumeurs dans la guerre du Liban. Les mots de la violence*, CNRS Editions, 1998, ainsi que le livre remarqué d'un psychiatre libanais Adnan HOBALLAH, *Le virus de la violence*, Albin Michel, 1996 qui fait le bilan de sa pratique durant les années de guerre au Liban.

On n'oubliera pas de mentionner l'existence d'un *Index Libanicus*, Paulist Press, Jounieh, Liban, 1979, 1982 et 1987, et 2002, qui constitue un annuaire bibliographique analytique de toutes les publications en langues européennes sur le Liban et qui est dû au travail d'un professeur à l'Université libanaise, Maurice SALIBA. Récemment un recueil commenté des principales conférences du Cénacle libanais, forum de débats publics libanais très prisé entre 1946 et 1970, a été publié en 1997 par les éditions Dar An-Nahar, sous le titre *Les années Cénacle*. Il constitue un excellent instrument de travail sur les courants de la pensée politique libanaise.

LA PALESTINE

Il n'existe presque pas d'ouvrage de base en français sur la Palestine. Sphère d'influence britannique, la Palestine a fait l'objet de nombreux ouvrages en anglais. L'intérêt des chercheurs français pour la Palestine est récent, encore qu'il soit le plus souvent centré sur les Palestiniens et les mouvements de résistance. Il faut en réalité remonter aux ouvrages sur la question d'Orient pour trouver des études consacrées à la « Terre sainte ». On dispose cependant

de Lorand GASPARD, *Histoire de la Palestine*, Maspero, 1968, et surtout du très bel essai de L. SOLIMAN, *Pour une histoire profane de la Palestine*, La Découverte, 1989 ; plus difficile à trouver est M. ABEL, *Histoire de la Palestine depuis la conquête d'Alexandre jusqu'à l'invasion arabe*, 2 vol., Gabalda, Paris, 1952. En anglais, on se reportera à P. K. HITTI, *History of Syria, including Lebanon and Palestine*, Macmillan, Londres, 1951 ; sur la période ottomane, on dispose de U. HEYD, *Ottoman Documents on Palestine*, Oxford University Press, Londres, 1960, ainsi que A. MA'OZ, *Ottoman Reforms in Syria and Palestine 1840-1861*, Oxford University Press, Londres, 1968. Un ouvrage prémonitoire sur la disparition de la Palestine, écrit au début de ce siècle, est celui d'un Syrien, Georges SAMNE, *La Syrie*, Bossard, Paris, 1920. Pour s'informer sur la situation en Cisjordanie et à depuis l'occupation israélienne en 1967, on se reportera à A. MANSOUR, *Palestine : une économie de résistance en Cisjordanie et à Gaza*, L'Harmattan, 1983, et J.-P. CHAGNOLLAUD, *Israël et les territoires occupés*, L'Harmattan, 1986, ainsi qu'à C. MANSOUR (sous la direction de), *Les Palestiniens de l'intérieur*, les livres de la *Revue d'études palestiniennes*, Washington D.C., 1989. Voir aussi R. SHEHADEH, *Tenir bon - Journal d'un Palestinien en Cisjordanie occupée*, Seuil, 1983.

En langue anglaise, on doit signaler J. M. N. JEFFRIES, *Palestine, the Reality*, Longmans, Green, Londres, 1939 ; ainsi que A. M. HYAMSON, *Palestine under the Mandate*, Methuen, Londres, 1950 ; et G. ANTONIUS, *The Arab Awakening*, déjà cité à l'annexe I. Toujours sur la période coloniale, on citera S. HADAWI, *Bitter Harvest, Palestine Between 1914-1967*, The New World Press, New York, 1967, ainsi que John MARLOWE, *The Seat of Pilate, An Account of the Palestine Mandate*, Cressent, Londres, 1959.

En revanche, sur le mouvement national palestinien les références ne manquent plus depuis quelques années grâce aux publications d'universitaires français.

On signalera, en particulier, Nadine PICAUDOU, *Les Palestiniens. Un siècle d'histoire*, Editions Complexe, 1997, à qui on doit aussi *Le Mouvement national palestinien. Genèse et structures*, L'Harmattan, 1989, ainsi que Henry LAURENS, *Le retour des exilés. La lutte pour la Palestine de 1869 à 1997*, Robert Laffont, 1998. On pourra aussi se reporter à *Palestine, Palestiniens, territoire national, espaces communautaires*, Les Cahiers du CERMOC, N° 17, Beyrouth, 1997. On signalera aussi des ouvrages plus anciens, ainsi Olivier CARRE, *Le Mouvement national palestinien*, Gallimard/Julliard, collection « Archives », 1977 ; dans le même style de présentation de textes et documents, on verra aussi : *Les Palestiniens et la Crise israélo-arabe*, ouvrage collectif (Jacques BERQUE, Jacques COULAND, Louis-Jean DUCLOS, Jacqueline HADAMARD, Maxime RODINSON), Éditions Sociales, 1974. Plus détaillé est l'ouvrage d'un journaliste de l'A.F.P. qui a été en poste à Beyrouth : Xavier BARON, *Les Palestiniens – Un peuple*, Le Sycomore, 1977. Parmi les travaux de journalistes, on doit aussi signaler un ouvrage plus ancien : Gérard CHALIAND, *La Résistance palestinienne*, Seuil, 1970. Plus récent, on doit signaler E. ROULEAU, *Les Palestiniens d'une guerre à l'autre*, La Découverte/Le Monde, 1984, ainsi que A. GRESH et D. VIDAL, *Proche-Orient – Une guerre de cent ans*, Éditions Sociales, 1984. A mentionner aussi des deux mêmes auteurs, *Palestine 47. Un partage avorté*, Editions Complexe, 1991. À citer encore, dans le domaine documentaire, un numéro de *Problèmes politiques et sociaux*, publié par la Documentation française ayant pour thème « L'Organisation de libération de la Palestine et les Palestiniens » (n° 253, 7 mars 1975). On doit aussi à Olivier CARRE, *L'Idéologie palestinienne de résistance : analyse de texte, 1964-1970*, Armand Colin, 1972. On mentionnera aussi N. et B. KHADER, *Textes de la révolution palestinienne, 1968-1974*, Sindbad, 1975. En langue anglaise, on citera Y. PORATH, *The Emergence of the Palestinian Arab National Movement*, Franck Cass, Londres, 1974. Sur les Palestiniens restés dans leur pays après la conquête de 1948, on lira W. SCHWARTZ, *The Arab in Israel*, Faber and Faber, Londres, 1959, et, en

langue française, S. GERES, *Les Arabes en Israël*, Maspero, 1969. Plus récent, on signalera S. HADDAD, *Les Planteurs d'oliviers - Histoire des Palestiniens arabes, citoyens d'Israël*, Editions du Témoignage chrétien, 1989. De même, on mentionnera Don PERETZ, *Israel and the Palestine Arabs*, The Middle East Institute, Washington D. C., 1958.

Un témoignage d'une femme palestinienne ayant fait partie d'un groupe de résistance responsable de détournements d'avion est celui de Leila KHALED, *Mon peuple vivra*, Gallimard, 1973. Sur l'identité culturelle des Palestiniens, on pourra lire le précieux petit livre de Elias SANBAR, Subhi HADIDI et Jean-Claude PONS, *Palestine : l'enjeu culturel*, Circé/Institut du Monde arabe, 1997, qui nous livre des itinéraires passionnants de personnalités palestiniennes venus des horizons les plus divers. Sur les espoirs suscités par les Accords d'Oslo, on verra Elias SANBAR, *Palestine, le pays à venir*, L'Olivier, 1996. On y ajoutera un recueil des principaux articles d'Edward SAID, *Peace & its discontents. Gaza-Jericho 1993-1995*, Vintage, Londres, 1995, où sont dénoncées avec vigueur et clarté toutes les ambiguïtés des accords d'Oslo. Sur la diaspora palestinienne et le droit au retour en Palestine, on se reportera à Basma KODMANI-DARWISH, *La diaspora palestinienne*, PUF, 1997.

Enfin, on signalera l'existence de la *Revue d'études palestiniennes*, publiée à Paris par l'Institut d'études palestiniennes (distribution par les éditions de Minuit) qui offre d'excellentes chronologies, analyses et reproduction des documents principaux concernant la Palestine.

Sur les problèmes de la reconstruction en Palestine, on verra *The Reconstruction of Palestine. Urban and Rural Development*, sous la direction de A.B. ZAHLAN, Kegan Paul International, Londres, 1997, en sus des ouvrages cités au chapitre 21.

L'IRAK ET LA JORDANIE

La bibliographie de langue française s'amenuise ici considérablement. On doit à Philippe RONDOT deux « Que sais-je ? », l'un sur *L'Irak* (P.U.F., 1979) et l'autre sur *La Jordanie* (P.U.F., 1980). Mais si l'on dispose d'un ouvrage de base sérieux et détaillé en langue française sur la Jordanie, il n'en est pas de même pour l'Irak. Ainsi, dans le premier cas, on n'hésitera pas à adopter Anne-Marie GOICHON, *Jordanie réelle*, 2 vol., Maisonneuve et Larose, 1967 et 1972 ; dans le second cas, on ne pourra qu'être plus réticent sur l'ouvrage d'Alain GUERREAU et Anita GUERREAU-JALABERT, *L'Irak, développement et contradictions*, Le Sycomore, 1978, assez bien documenté pour ce qui est de l'économie, mais incolore et superficiel pour tout ce qui touche à la vie sociopolitique du pays. Pour l'Irak, on pourra voir aussi Liesl CRAZ, *L'Irak au présent*, éditions des Trois Continents, 1979, qui semble aussi impressionné par la fortune pétrolière. Sur le développement de la ville de Amman, capitale de la Jordanie, on se reportera à *Amman. Ville et société*, sous la direction de Jean HANNOYER et Seteny CHAMI, Centre d'Etudes et de Recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC), Beyrouth, 1996.

Il faut remonter au début des années 1960 pour trouver d'autres ouvrages en langue française sur l'Irak, ainsi Pierre ROSSI, *L'Irak des révoltés*, Seuil, 1962 ; et Bernard VERNIER, *L'Irak d'aujourd'hui*, Armand Colin, 1963.

À la gloire de Saddam Hussein, l'actuel président de l'Irak, on trouve un ouvrage volumineux d'Amir ISKANDER, *Saddam Hussein, le militant, le penseur et l'homme*, Hachette Réalités, 1980.

En langue anglaise, les travaux sont évidemment beaucoup plus nombreux. On se contentera ici de citer deux ouvrages de S. H. LONGRIGG : *Four Centuries of Modern Iraq*, Gregg International Publishers Ltd., Grande-Bretagne, 1968 (réimpression de l'édition originale de 1925 parue à Oxford, Clarendon Press) ;

et *Iraq 1900-1950 : A Political, Social and Economic History*, Oxford University Press, Londres, 1953 ; ainsi que Majid KHADDURI, *Independent Iraq 1932-1958, A Study in Irak Politics*, Oxford University Press, Londres, 1960, 2^e éd. Il faut enfin mentionner une œuvre récente remarquable sur la société irakienne, due à un professeur palestinien enseignant à l'Université américaine de Beyrouth : Hanna BATATU, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Irak, A Study of Iraq's Old Landed and Commercial Classes and of its Communists, Ba'thists and Free officers*, Princeton University Press, New Jersey, 1978. Sur Saddam Hussein, on se reportera à Aburish K. SAID, *Saddam Hussein. The Politics of Revenge*, Bloomsbury Publishing, Londres, 2001.

En langue arabe, on signalera Abdallah Fahd EL-NAFISSI, *Daour al chia fi tatawor al 'irak al hadith* (Le rôle des chiites dans l'évolution de l'Irak moderne), Dar Al Nahar, Beyrouth, 1986, ainsi que Kamal DIB, *Zilzal fi ard al chikak 1915-2015* (Le tremblement de terre au pays de la discorde), Al Farabi, Beyrouth, 2003 qui est un bon résumé de l'histoire de l'Irak contemporain jusqu'à la chute de Saddam Hussein.

Sur le conflit entre l'Irak et l'Iran, il existe peu de travaux d'envergure. On citera cependant P. BALTA, *Iran-Irak, Une guerre de 5 000 ans*, Anthopos, Éditions Bosquet, 1987. Les travaux d'un colloque de l'Institut français des relations internationales sur la sécurité dans le golfe Arabo-Persique ont été publiés sous le titre : *Quelle sécurité pour le Golfe ?*, IFRI, 1984. Il existe, en outre, un ouvrage déjà ancien publié par l'Institut d'études et de recherches des éditions du monde arabe, sous la plume d'un groupe de chercheurs proches de l'Irak, et sous le titre de *Le Conflit irako-iranien*, Paris, 1981.

L'ARABIE SAOUDITE ET AUTRES PAYS PETROLIERS
DE LA PENINSULE ARABIQUE

En dehors de deux volumes publiés par le CNRS sous le titre *La Péninsule arabe d'aujourd'hui*, sous la direction de P. BONNENFANT, Editions du CNRS, 1982, on ne trouve pas d'ouvrage de référence en langue française sur cette région d'importance vitale pour l'économie mondiale depuis plus de vingt ans. Les œuvres de BENOIST-MECHIN, citées au chapitre 3, p. 94, ont un caractère très journalistique. Il faudra donc se contenter de signaler un « Que sais-je ? » bien ancien de F. J. TOMICHE, *L'Arabie Saoudite*, P.U.F., 1969 ; ainsi que Jean-Louis SOULIE, *Le Royaume d'Arabie Saoudite face à l'Islam révolutionnaire 1953-1964*, Armand Colin, 1966. Curieusement, cette œuvre n'est pas citée en référence dans la bibliographie d'un ouvrage de J.-L. SOULIE et Lucien CHAMPENOIS, *Le Royaume d'Arabie Saoudite à l'épreuve des temps modernes (Un homme providentiel : Faysal)*, Albin Michel, 1978. On y ajoutera surtout le très bel ouvrage d'Yves BESSON, *Ibn Saïd, roi bédouin. La naissance du royaume d'Arabie Saoudite*, Trois continents, Lausanne, 1980, ainsi qu'un article très éclairant du même auteur sur « L'Ikhwan d'Ibu Sa'ûd : mouvement national ? » dans *Guerres mondiales*, n° 153/1989. L'ouvrage récent de S. ZEGHIDOUR, *La Vie quotidienne à La Mecque, de Mahomet à nos jours*, Hachette, 1989, donne de très importants aperçus sur le fonctionnement « religieux » de l'Arabie Saoudite.

Plus ancien, on peut citer J.-J. BERREBY, *La Péninsule arabe, terre sainte de l'Islam, patrie de l'arabisme et empire du pétrole*, Payot, 1958. Dans une perspective radicale et écrit par un Arabe de la Péninsule, on citera Ali HAM Aidan, *Les Princes de l'or noir*, Hachette Littérature, 1968.

En fait, le lecteur se reportera aux ouvrages cités ci-dessus pour les références d'ordre général. On ajoutera ici quelques ouvrages de base en langue anglaise, en particulier de l'historien libanais Kamal SALIBI, *A History of Arabia*, Caravan Books, New York, 1980, œuvre qui a l'avantage de couvrir l'histoire de la Péninsule des origines à nos jours.

Sur l'Arabie Saoudite, on verra dans une perspective politique radicale : Helen LACKNER, *A House Built on Sand – A Political Economy of Saudi Arabia*, Ithaca Press, Londres, 1978 ; plus modéré et plus en profondeur sur le plan sociologique, on doit citer de Christine M. HELMS, *The Cohesion of Saudi Arabia*, Croom Helm, Londres, 1981. On verra aussi l'ouvrage de Saïd ABURISH, *The rise, Corruption and Coming Fall of the House of Saud* et celui de J.-M. FOULQUIER, *L'Arabie saoudite. La dictature protégée*, cités tous deux au chapitre 20. En sens inverse, un ouvrage naïf et peu informé d'un jeune orientaliste français ayant passé un an à Riad s'efforcera de donner une image quasi-angélique du Royaume saoudien, voir Pascal MENOIRET, *L'énigme saoudienne. Les Saoudiens et le monde*, La Découverte, Paris, 2003 ; ce livre s'inscrit dans la longue série d'ouvrages sur l'Islam depuis le fameux « reportage » de Gilles Keppel sur les Frères musulmans égyptiens (publié sous le titre *Prophète et Pharaon*, en passant par les vues d'Olivier Carré qui n'a vu l'Arabie saoudite que comme une puissance modérée dans le monde arabe.

Sur la Péninsule Arabique et l'Irak, on verra G. CORM, « Les développements politiques et économiques de l'Irak et de la péninsule Arabique, 1919-1980 », *Historiens-Géographes*, N° 336, mai-juin, 1992; voir aussi *Steppes d'Arabie. Etats, pasteurs, agriculteurs et commerçants : le devenir des zones sèches*, sous la direction de R. BOCCO, R. JAUBERT, F. METRAL, PUF/Cahiers de l'I.U.E.D., 1993.

Sur le Koweït, peu d'ouvrages existent même en langue anglaise ; on citera ici H. V. F. WINSTONE et Z. FREETH, *Kuwait : Prospect and Reality*, Allen and Unwin, Londres, 1972. En langue française, on dispose depuis peu de H. ISHOW, *Le Koweït, Évolution politique économique et sociale*, L'Harmattan, 1989.

Sur les Émirats pétroliers, on verra John Duke ANTHONY, *Arab States of the Lower Gulf: People, Politics, Petroleum*, The Middle East Institute, Washington D. C., 1975 ; ainsi que K. G. FENELON : *The United Arab Emirates, An Economic and Social Survey*, Longman, Londres, 1973.

En langue française, on pourra se reporter à S. GHAOUTI, *Les Émirats arabes unis, vers une nouvelle expérience fédérale*, L'Harmattan, 1984.

L'ALGERIE ET LA LIBYE

On se contentera ici de citer quelques œuvres permettant de mieux connaître la personnalité des chefs d'État de ces deux pays, dont les politiques ont influencé le Proche-Orient. Sur Boumediene, on verra : P. BALTA et Cl. RULLEAU, *La Stratégie de Boumediene*, éditions Sindbad, 1978 ; ainsi que A. FRANCOIS et J.-P. SERENI, *Un Algérien nommé Boumédiène*, Stock, 1976. Sur Kadhafi, les ouvrages sont malheureusement de qualité très inférieure, ainsi Anne-Marie CAZALIS, *Kadhafi, le Templier d'Allah*, Gallimard, 1974 ; ou P. ROSSI, *La Verte Libye*, Hachette Réalités, 1979. On pourra mieux s'informer à travers un ouvrage collectif récent du Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes : *La Libye nouvelle – Rupture et continuité*, éditions du C.N.R.S., 1975 (notamment l'étude d'Hervé BLEUCHOT : « Les Fondements de l'idéologie du colonel Mou'ammâr el-Qaddhafi »). On peut aussi se procurer facilement auprès des bureaux libyens à l'étranger les trois volumes du *Livre vert* du président libyen, le premier portant sur « La solution du problème de la démocratie », le second sur « La solution du problème économique », et le troisième sur « Le fondement social d'une théorie universelle de la troisième voie ». Sur l'ensemble des pays du Maghreb, on dispose de deux ouvrages récents qui font bien le point : P. BALTA, *Le Grand Maghreb - Des indépendances à l'an 2000*, La Découverte, 1990, et *Maghreb : les années de transition*, sous la direction de B. KODMANI-DARWISH, Masson, 1990, en sus des ouvrages cités dans la partie générale de la bibliographie ou au chapitre 20.

